

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Bénéficiaires de l'aide sociale
des départements en 2005

Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux

n° 107 – Mars 2007

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2005.....	8
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES.....	10
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES.....	21
L' AIDE SOCIALE À L' ENFANCE	26
DES DISPOSITIFS DÉPARTEMENTAUX D' AIDE SOCIALE FACULTATIVE POUR FAVORISER L' ACCÈS AUX SOINS DE PERSONNES NON ADMISES À LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE.....	34
LISTE DES ILLUSTRATIONS	35
POUR EN SAVOIR PLUS	37
ANNEXES.....	39
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	41
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	53
AIDE SOCIALE À L' ENFANCE	63

Introduction

L'aide sociale, qui relève depuis les lois de décentralisation de 1984 de la compétence des conseils généraux¹, comprend des prestations et services destinés aux personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de faire face à un état de besoin en raison de la vieillesse, du handicap ou de difficultés sociales. Elle s'exerce dans trois domaines principaux : l'aide sociale aux personnes âgées, l'aide sociale aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance (encadré 1). La loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation du revenu minimum d'insertion (RMI) et création du revenu minimum d'activité (RMA) a élargi les compétences des départements à celle du versement du RMI aux allocataires, en plus de la responsabilité qu'ils exerçaient déjà en matière d'insertion.

Les résultats de l'année 2005 sont donc établis à partir de l'enquête menée par la DREES auprès des conseils généraux (encadré 2) sur les bénéficiaires d'une aide sociale départementale² en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (encadré 5) et de statistiques complémentaires sur les allocataires du RMI, issues de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)³.

¹ L'État ne conserve qu'une aide sociale résiduelle pour les personnes sans domicile fixe ou dépourvues de domicile de secours.

² Il faut signaler que l'enquête de la DREES comptabilise des mesures d'aide et non des individus : pour l'aide sociale traditionnelle, une même personne peut en effet être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs aides.

³ Seuls les allocataires sont ici dénombrés, l'ensemble des personnes couvertes par le RMI (ayants droit) étant de l'ordre du double.

Encadré 1 - Les bénéficiaires de l'aide sociale

Les diverses prestations et aides versées au titre de l'aide sociale

L'aide sociale en faveur des personnes âgées ou handicapées a pour objet de prendre en charge, pour les personnes qui en ont besoin, une part des frais liés à un placement dans un établissement médico-social ou sanitaire (soins de longue durée), un accueil chez des particuliers ou une aide à domicile. Les départements mettent en œuvre plusieurs types de prestations : l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) – exclusivement pour les personnes âgées –, l'aide sociale à l'hébergement (ASH) dans le cadre d'un accueil en établissement, l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et l'aide ménagère départementale¹ – pour les personnes âgées et handicapées.

S'agissant de l'aide sociale à l'enfance (ASE), les départements ont recours à trois principales prestations : les actions éducatives à domicile ou en milieu ouvert et les mesures de placement. De plus, ils versent des aides financières sous forme d'allocations mensuelles ou de secours².

L'attribution de l'APA, créée par la loi du 20 juillet 2001 et modifiée par la loi du 31 mars 2003, a pour caractéristique principale de ne pas être soumise à condition de ressources ; en revanche, les ressources sont prises en compte pour le calcul de la participation du bénéficiaire et agissent ainsi sur le montant d'APA pris en charge par le département (encadré 3). Cette prestation est attribuée sous conditions de résidence (stable et régulière), d'âge (60 ans ou plus) et de perte d'autonomie évaluée à partir de la grille nationale Aggir. L'APA a été mise en œuvre pour renforcer la prise en charge des personnes en perte d'autonomie et s'adresse aux personnes classées en GIR 1 à 3, ainsi qu'aux personnes moyennement dépendantes de GIR 4 qui étaient auparavant essentiellement prises en charge par l'aide ménagère des caisses de retraite.

Outre des conditions d'âge, l'attribution de l'ACTP est subordonnée à la justification d'un taux d'incapacité permanent³. Les prestations de l'ASE sont aussi accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent. Ces prestations ont en commun d'être soumises à des conditions de ressources dont le montant du plafond est fixé par décret. C'est également le cas des aides ménagères chez des particuliers ou des aides à l'hébergement dans un établissement pour les personnes âgées de plus de 65 ans⁴ et les personnes handicapées.

Quinze ans après la création du revenu minimum d'insertion (RMI), la loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de RMI et créant un revenu minimum d'activité (RMA) a transféré l'intégralité de la mise en œuvre du RMI aux départements, modifiant l'organisation générale du dispositif existant depuis 1988. De plus, la loi du 18 janvier 2005 a notamment institué un contrat d'avenir destiné à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMI.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées permet de préciser la notion de « handicap » pour une meilleure intégration des personnes handicapées dans la vie sociale. Elle instaure notamment la création de maisons départementales du handicap et l'élaboration d'un nouveau mode d'évaluation du handicap à partir de 2006. À cette date, ce dispositif entraînera une nouvelle configuration de l'aide sociale aux personnes handicapées, avec notamment la création de la prestation spécifique de compensation du handicap (PCH).

1 - Les aides ménagères permettent aux personnes âgées ou handicapées dont l'état de santé ou l'état physique nécessite une aide matérielle pour accomplir les travaux domestiques de première nécessité, de rester à leur domicile. Les départements interviennent au titre de l'aide sociale et participent à la prise en charge financière de services en nature proposés pour les tâches quotidiennes d'entretien, les soins d'hygiène, les courses, le portage de repas, les démarches simples et courantes que la personne ne peut accomplir elle-même.

2 - Les résultats présentés ici ne concernent que les mesures de placement et les mesures d'aide éducative à l'exception des aides financières. En effet, il est difficile de déterminer de façon précise le nombre de bénéficiaires des allocations financières dans la mesure où les départements ont adopté des modes de dénombrement différents à savoir un comptage par famille ou par nombre de mineurs dans chaque famille.

3 - Les personnes doivent être âgées de plus de 16 ans et justifier d'un taux d'incapacité permanent d'au moins 80 % reconnu par la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep).

4 - Ou de plus de 60 ans si elles sont reconnues inaptes au travail.

Encadré 2 - L'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la Drees envoie donc aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter, au 31 décembre, des informations sur les bénéficiaires et les dépenses relevant de leurs compétences.

Cette étude présente les résultats sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31 décembre 2005. Les informations manquantes concernant les départements ont été estimées. En règle générale, ces estimations ont été faites en appliquant par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen, de 1996 à 2004. Néanmoins, pour certaines variables, cette méthode d'estimation s'est révélée insatisfaisante. Dans le cas de l'estimation du nombre de bénéficiaires de l'aide ménagère pour les personnes âgées par exemple, la tendance constatée entre 2004 et 2005 sur les départements répondants a été appliquée aux non-répondants, département par département.

Concernant certaines données sur l'APA, l'estimation présentée est issue de deux sources complémentaires de la DREES : d'une part l'enquête annuelle sur l'aide sociale et d'autre part l'enquête APA trimestrielle, utilisée ici pour compléter les non réponses.

Le nombre d'allocataires du RMI est issu des statistiques de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), il s'entend tous régimes confondus. Ces données seront complétées à l'avenir par des informations supplémentaires sur les contrats d'insertion. Selon les premiers résultats de l'enquête auprès des conseils généraux sur les contrats en cours de validité au 31 décembre, avec 80 départements répondants, 52 contrats d'insertion pour 100 allocataires du RMI étaient en cours de validité au 31 décembre 2005, avec 587 000 contrats d'insertion signés ; le taux brut de contractualisation est d'environ 57 % si l'on considère les allocataires présents dans le dispositif depuis au moins trois mois.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2005

Plus de 2,7 millions de personnes bénéficient de l'aide sociale, dont 1,1 million d'allocataires du RMI

Au 31 décembre 2005, le nombre total de bénéficiaires de l'aide sociale (aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance, augmenté des allocataires du RMI) s'élevait à 2,7 millions (tableau 1). En effet, depuis le transfert de ce dispositif aux départements au 1^{er} janvier 2004, les conseils généraux sont seuls responsables de l'attribution de l'allocation RMI, de son versement et de la mise en œuvre de la politique d'insertion associée au dispositif. Ainsi, fin 2005, plus d'1,1 million d'allocataires du RMI ont été effectivement pris en charge par les départements en France métropolitaine⁴.

Tableau 1 - Bénéficiaires de l'aide sociale au 31.12.2005 - France métropolitaine

	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance	
						2001/2005	2004/2005
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	349 037	819 809	945 102	1 020 150	1 083 863	211%	6%
Aides aux personnes âgées à domicile	153 875	387 704	475 757	533 965	583 892	279%	9%
Aides ménagères	57 236	46 028	36 544	32 906	27 937	-51%	-15%
Allocation personnalisée d'autonomie		296 134	414 454	483 817	539 087		11%
Prestation spécifique dépendance	74 146	26 083	6 194	129			
Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus (*)	22 493	19 459	18 565	17 113	16 868	-25%	-1%
Aides aux personnes âgées en établissement	195 162	432 105	469 345	486 185	499 971	156%	3%
Accueil en établissement au titre de l'ASH	116 773	112 891	112 363	112 611	113 203	-3%	1%
Accueil chez des particuliers	1 011	975	1 059	1 049	1 178	17%	12%
Allocation personnalisée d'autonomie		304 177	350 536	370 665	383 863		4%
Prestation spécifique dépendance	72 543	11 838	3 395	28			
Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus (*)	4 835	2 224	1 992	1 832	1 727	-64%	-6%
Total Allocation personnalisée d'autonomie		600 311	764 990	854 482	922 950		8%
Total Prestation spécifique dépendance	146 689	37 921	9 589	157	0	-100%	-100%
Total Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus	27 328	21 683	20 557	18 945	18 595	-32%	-2%
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	201 472	208 744	217 379	229 138	235 425	17%	3%
Aides aux personnes handicapées à domicile	95 224	96 351	99 006	104 512	109 451	15%	5%
Aides ménagères et auxiliaires de vie	13 125	13 502	14 769	15 164	16 220	24%	7%
Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 ans (*)	82 099	82 849	84 237	89 348	93 231	14%	4%
Aides aux personnes handicapées en établissement	106 248	112 393	118 373	124 626	125 974	19%	1%
Accueil en établissement au titre de l'ASH	79 013	81 352	84 248	88 523	89 161	13%	1%
Accueil chez des particuliers	3 442	3 468	3 825	3 909	4 268	24%	9%
Accueil de jour	9 563	10 604	11 743	12 868	13 227	38%	3%
Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 ans (*)	14 230	16 969	18 557	19 326	19 318	36%	0%
Total Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 an	96 329	99 818	102 794	108 674	112 549	17%	4%
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	259 658	261 880	262 697	268 812	272 637	5%	1%
Enfants accueillis à l'ASE	134 486	134 400	134 858	137 085	138 735	3%	1%
Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance	110 829	111 164	112 403	115 345	117 046	6%	1%
Placements directs par un juge	23 657	23 236	22 455	21 740	21 689	-8%	0%
Actions éducatives (AEMO et AED)	125 172	127 480	127 839	131 727	133 902	7%	2%
Actions éducatives à domicile (AED)	31 640	34 161	34 156	35 514	34 335	9%	-3%
Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	93 532	93 319	93 683	96 213	99 567	6%	3%
REVENU MINIMUM D'INSERTION (**)	938 459	950 693	998 645	1 083 880	1 134 485	21%	5%

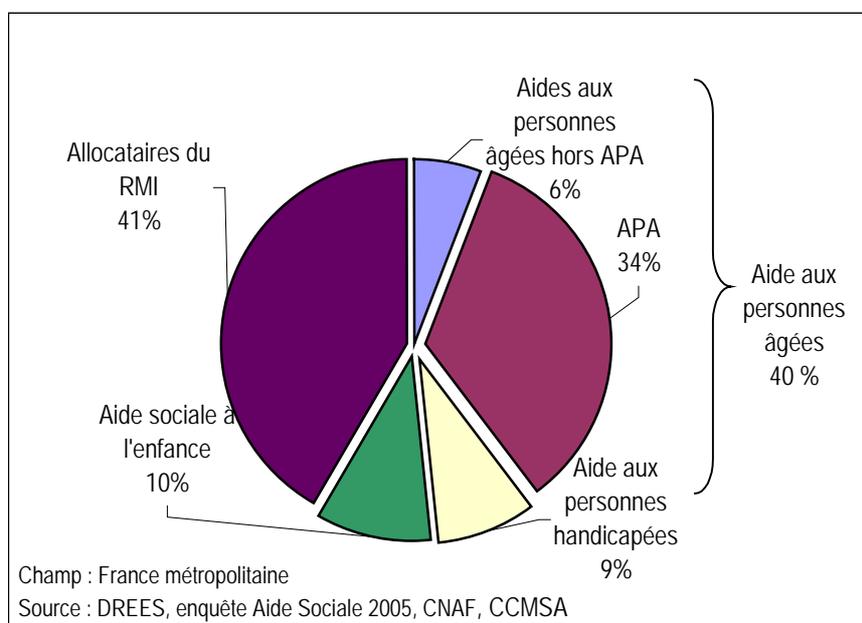
(*) Droits ouverts.
(**) Il s'agit du nombre d'allocataires du RMI, ceux-ci sont pris en charge par l'Etat jusqu'en 2003, puis par les conseils généraux à partir de 2004.
Champ : France métropolitaine
Sources : DREES - enquêtes Aide sociale, CNAF, CCMSA

⁴ « Prestations légales – Logement – RMI », Résultats au 31/12/2005, CNAF. Les données sur les allocataires du RMI proviennent des Caisses d'allocations familiales et des Mutualités sociales agricoles.

Hors RMI, on comptait près d'1,6 million de bénéficiaires de l'aide sociale départementale fin 2005, contre 1,5 million à la fin 2004. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance est resté plutôt stable (+1 %), celui de l'aide sociale aux personnes handicapées a progressé (+ 3 % par rapport à 2004). Par ailleurs, celui de l'aide sociale aux personnes âgées a continué d'augmenter, à un rythme toutefois moins soutenu que les années précédentes (+6 % en 2005, contre +8 % en 2004 et +15 % en 2003).

La structure de l'aide sociale départementale s'est donc trouvée fortement modifiée à partir de 2004. Fin 2005, les allocataires du RMI constituaient plus de 41 % des bénéficiaires d'une aide sociale des départements. L'aide aux personnes âgées concernait 40 % d'entre eux, l'aide sociale à l'enfance 10 % et l'aide sociale aux personnes handicapées 9 % (graphique 1).

Graphique 1 - Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.05 - France métropolitaine

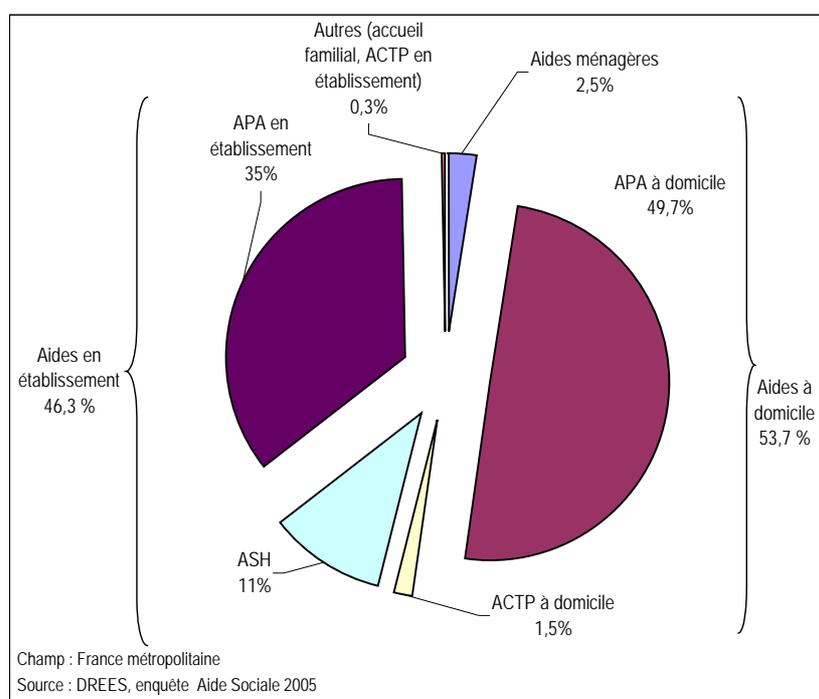


L'aide sociale aux personnes âgées

Près de 1,1 million de personnes âgées aidées en établissement ou à domicile

Le panorama de l'aide départementale en faveur des personnes âgées n'évolue plus par rapport à 2004. Le nombre de bénéficiaires de l'APA a toutefois continué à augmenter à un rythme soutenu. Au 31 décembre 2005, il était estimé pour la France métropolitaine à 923 000, soit une hausse de 8 % en un an. Ces allocataires représentent désormais à eux seuls plus des quatre cinquièmes de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées (graphique 2).

Graphique 2 - Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31.12.05 - France métropolitaine



Par ailleurs, fin 2005, 18 500 personnes bénéficiaient de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) allant à des personnes âgées de 60 ans ou plus. Les allocataires de cette prestation, créée par la loi du 30 juin 1975 sur le handicap, ont pu en conserver le bénéfice après l'instauration de la prestation spécifique dépendance (PSD) et de l'APA. Au total, on estime donc à 941 500 le nombre de personnes âgées bénéficiaires à la fin 2005 d'une prise en charge versée par les départements au titre de la dépendance dans le cadre de l'aide sociale aux personnes âgées (APA, ACTP), 98 % d'entre eux percevant l'APA et 2 %, l'ACTP. Les autres personnes âgées aidées bénéficient d'aides ménagères ou de l'aide sociale à l'hébergement pour l'essentiel⁵.

⁵ Rappelons que des doubles comptes sont possibles, une même personne pouvant bénéficier de plusieurs prestations à la fois. Cf. note2.

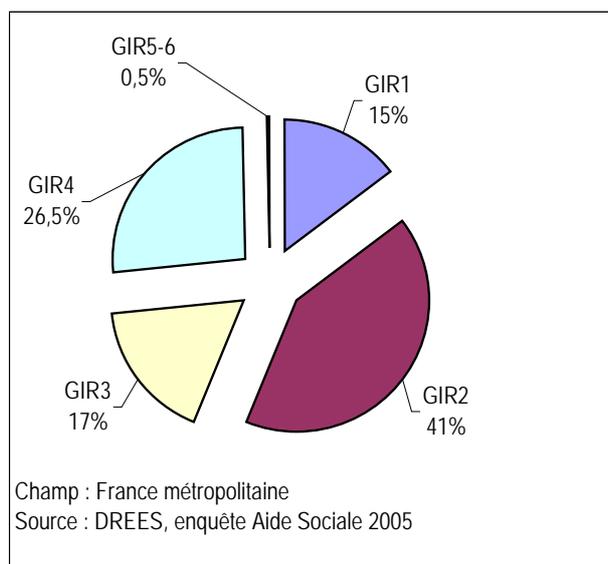
- **500 000 personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillies en établissement ou par des particuliers**

Les personnes âgées, lorsqu'elles ne peuvent rester à leur domicile, peuvent bénéficier d'une prise en charge par l'aide sociale au titre du placement chez des particuliers (placement familial) ou de l'hébergement dans un établissement public ou privé du secteur médico-social ou sanitaire (soins de longue durée). Cette aide peut servir à acquitter tout ou partie du tarif dépendance de l'établissement – avec l'APA, ou l'ACTP – ou plus globalement tout ou partie des frais de séjour grâce au versement d'une Aide à l'hébergement (ASH). Parmi ces personnes bénéficiant d'une aide à l'accueil, 50 % ont 85 ans ou plus et moins de 10 % ont moins de 70 ans⁶.

L'APA est versée à 384 000 personnes de 60 ans ou plus résidant en établissement, soit 42 % du total des bénéficiaires de l'allocation (à domicile et en établissement). Cette prestation les aide à acquitter le tarif dépendance de l'établissement, lequel varie selon le degré d'autonomie de la personne. Elle est versée par le conseil général soit directement au bénéficiaire, soit aux établissements sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance ; dans ce dernier cas, l'établissement déduit des factures de ses résidents qui bénéficient de l'APA la somme qui lui est accordée par le conseil général.

En établissement et sur la base de 43 départements répondants, la répartition des bénéficiaires de l'APA par GIR⁷ montre une prédominance du GIR 2 qui représente 41 % des bénéficiaires, les moins dépendants (GIR 4) représentent 26,5 % des bénéficiaires (graphique 3).

Graphique 3 - Bénéficiaires de l'APA en établissement par GIR au 31.12.2005 - France métropolitaine



⁶ Sur la base de 57 départements ayant répondu à cette question.

⁷ La grille AGGIR (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du GIR 1 pour les personnes les plus dépendantes au GIR 6 pour les personnes n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes discriminants de la vie quotidienne.

Fin 2005, du fait de la prédominance de l'APA, on ne comptait plus que 1 700 bénéficiaires de l'ACTP en établissement (en diminution par rapport à 2004 : -6 %).

Par ailleurs, fin 2005, 113 000 personnes âgées bénéficiaient de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) au titre d'un hébergement en établissement, en légère hausse depuis 2004 (+1 %). Pourtant, l'ASH était en diminution au cours de la période précédente (-18 % entre 1995 et 2003) en raison de l'élévation du niveau de vie global des personnes âgées. Parmi les personnes âgées qui perçoivent l'ASH, 88 000 bénéficient d'une prise en charge complète (hébergement et restauration) en maison de retraite, hospice ou logement-foyer, 21 500 sont accueillies en unité de soins de longue durée (USLD) et 3 500 reçoivent une aide financière pour leurs loyers et charges locatives en logement-foyer.

Enfin, en 2005, 1 200 personnes âgées étaient prises en charge par l'aide sociale au titre d'un placement chez des particuliers, à titre onéreux et régulier (+12 % par rapport à 2004). Dans ce cas, le département verse une allocation de placement familial au particulier ou à la famille agréée qui reçoit la personne âgée.

- **584 000 personnes âgées sont bénéficiaires d'une aide à domicile**

La politique d'aide à domicile des personnes âgées vise à leur permettre de rester chez elles, même si elles ne peuvent accomplir seules certains actes de la vie quotidienne. Dans ce cadre, l'aide sociale participe à la prise en charge financière de la tierce personne qui vient aider les personnes âgées et ce, à travers trois prestations : l'APA, l'ACTP ou les aides ménagères. 36 % des personnes âgées ayant une aide à domicile ont 85 ans ou plus et près de 10 % ont moins de 70 ans⁸.

À la fin 2005, 539 000 personnes percevaient l'APA à domicile, soit 58 % de l'ensemble des bénéficiaires de l'allocation (+11 % en 2005, contre +4 % pour les bénéficiaires de l'APA en établissement).

L'APA à domicile est affectée au paiement de dépenses préalablement identifiées dans le cadre d'un plan d'aide⁹. Plus de 90 % des dépenses d'APA à domicile sont mobilisées pour financer le recours à un aidant professionnel. Ces aides peuvent être assurées par des services dits prestataires facturés à la personne âgée, ou par des services mandataires qui lui permettent de recruter elle-même un salarié tout en prenant en charge les formalités administratives liées à l'embauche. Par ailleurs, la personne âgée peut recruter et employer directement un salarié qui intervient à son domicile. Deux tiers des dépenses prises en charge au titre de l'APA pour rémunérer des intervenants à domicile concernent des services prestataires, 14 % des services mandataires et 20 % des emplois gré à gré¹⁰.

Les 10 % de dépenses d'APA à domicile restantes servent, pour moitié, à prendre en charge différentes aides à l'autonomie (aides techniques, portage de repas, téléalarme, incontinence, transport, etc.) et, pour l'autre moitié, à l'accueil temporaire ou de jour en établissement, ainsi qu'au règlement des services rendus par les accueillants familiaux.

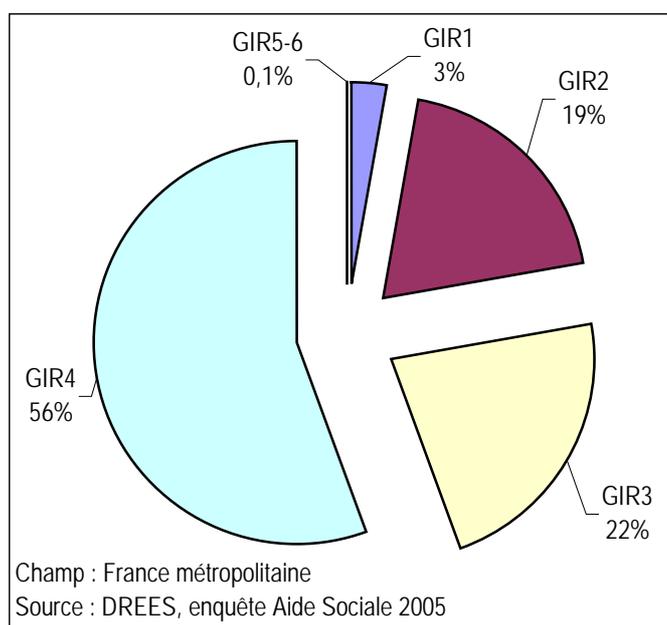
Plus des trois cinquièmes des dépenses totales couvertes par l'APA à domicile bénéficient à des personnes en GIR (groupes iso-ressources) 3 ou plus, c'est-à-dire les moins dépendantes, qui représentent près de quatre cinquièmes des bénéficiaires. Par ailleurs, les personnes évaluées en GIR 2 (19 % des bénéficiaires) représentent 30 % des dépenses. À l'inverse, les personnes évaluées en GIR 1 (3 % des bénéficiaires) représentent 6 % des dépenses (graphique 4).

⁸ Sur la base de 51 départements ayant répondu à cette question.

⁹ Dans le cadre de l'APA à domicile, un plan d'aide est proposé à ces bénéficiaires : il est effectué par une équipe médico-sociale après évaluation de leurs besoins.

¹⁰ Chiffres établis sur la base de 37 départements ayant répondu à cette question. Voir également Mette 2004.

Graphique 4 - Bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR au 31.12.2005 - France métropolitaine



Fin 2005, on compte moins de 17 000 bénéficiaires de l'ACTP, en diminution de 1 % par rapport à 2004.

Enfin, près de 28 000 personnes âgées perçoivent fin 2005 l'aide ménagère départementale. Le nombre de ces bénéficiaires est en constante diminution depuis le milieu des années 1980, en raison principalement de l'élévation du niveau de vie des personnes âgées (le barème de ressources pour bénéficier de l'aide ménagère correspond à celui du minimum vieillesse). Cette baisse avait atteint en moyenne près de 6 % par an au cours des dix années précédant la mise en œuvre de l'APA. En 2005, le recul (-15 %) est plus important qu'en 2004 mais cependant plus modéré qu'en 2003 ou 2002. L'APA, en effet, a été ouverte à un public plus large et en particulier aux personnes classées en GIR 4. Une partie des personnes qui étaient prises en charge par l'aide ménagère départementale a ainsi pu prétendre à l'APA, cessant de ce fait de bénéficier de l'aide ménagère.

Encadré 3 - Modalités d'application des plafonds de ressources dans le calcul de l'APA

En établissement, les personnes vivant seules disposant de ressources mensuelles de moins de 646 euros et les personnes en couple disposant de moins de 1 293 euros de revenus par mois représentent 35 % des bénéficiaires de l'APA en établissement (tableau) – chiffres établis à partir des réponses de 56 départements.

À domicile, les personnes vivant seules disposant de ressources mensuelles de moins de 646 euros et les personnes en couple disposant de moins de 1 099 euros de revenus par mois représentent 32 % des bénéficiaires de l'APA à domicile – chiffres établis à partir des réponses de 68 départements.

La participation financière des bénéficiaires de l'APA à domicile dont les droits sont attribués, révisés ou renouvelés depuis le 1^{er} avril 2003 – date d'application de la loi n° 2003-289 du 31 mars 2003 –, est calculée selon de nouvelles règles : dans le cas des personnes seules, celles ayant des revenus inférieurs à 646 euros sont exonérées de participation financière. Pour les personnes seules dont les revenus sont compris entre 646 euros et 2 576 euros, leur participation varie de 0 % à 90 % du montant du plan d'aide, et enfin celle des personnes seules dont les revenus sont supérieurs à 2 576 euros¹ est plafonnée à 90 % du plan d'aide.

On peut estimer à neuf dixième la proportion de bénéficiaires de l'APA à domicile qui relèvent au 31 décembre 2005 de ces nouveaux barèmes².

La détermination de la participation financière des bénéficiaires de l'APA en établissement est inchangée : pour une personne seule, exonération de participation en dessous de 985 euros de revenu mensuel, participation progressive entre 0 % et 80 % du montant du plan d'aide si son revenu est compris entre 985 euros et 3 280 euros et plafonnement à 80 % du plan d'aide si son revenu est supérieur à 3 280 euros³.

Tableau 2 - Conditions de ressources des bénéficiaires de l'APA

Revenus d'une personne seule (en euros)	Revenus d'un couple à domicile (en euros)	Revenus d'un couple en établissement (en euros)	Bénéficiaires de l'APA	
			à domicile	en établissement
Moins de 646	Moins de 1 099	Moins de 1 293	32%	35%
646 à 888	1 099 à 1 509	1 293 à 1 775	26%	19%
889 à 984	1 510 à 1 673	1 776 à 1 968	9%	8%
985 à 1 271	1 674 à 2 161	1 969 à 2 542	17%	15%
1 272 à 1 924	2 162 à 3 270	2 543 à 3 847	12%	14%
1 925 à 2 576	3 271 à 4 379	3 848 à 5 152	3%	4%
2 577 à 3 280	4 380 à 5 576	5 153 à 6 561	1%	2%
Plus de 3 280	Plus de 5 576	Plus de 6 561	1%	2%

Note : les montants sont établis par référence à la majoration pour tierce personne (MTP) de la sécurité sociale dont le montant est révisé tous les ans.

Le montant de la MTP au 1^{er} janvier 2005 est de 964,78 euros.

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale 2005.

1. Revenus inférieurs à 0,67 fois la MTP (majoration pour aide constante d'une tierce personne), entre 0,67 et 2,67 fois la MTP et supérieurs à 2,67 fois la MTP.

2. Perben, 2006.

3. Revenus inférieurs à 1,02 fois la MTP, entre 1,02 et 3,4 fois la MTP et supérieurs à 3,4 fois la MTP.

- **Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale**

La répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale est notablement différente de celle de l'ensemble de la population des personnes âgées de 60 ans ou plus pour les personnes vivant à leur domicile.

Ainsi, les hommes âgés de 60 ans ou plus ne représentent que 26 % des bénéficiaires d'une aide à domicile¹¹ (graphique 5) alors qu'ils constituent 43 % des personnes de 60 ans ou plus vivant en ménage¹² – INSEE 1999.

En revanche, en établissements, les hommes sont aussi souvent que les femmes bénéficiaires d'une aide à l'hébergement¹³. 26 % de la population en collectivités¹⁴ est constituée d'hommes – INSEE 1999 – et ils représentent 26 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Au total, les femmes âgées de 60 ans ou plus représentent donc près de trois quarts des bénéficiaires d'une aide alors qu'elles ne représentent que trois cinquièmes de la population française de cet âge – INSEE estimation de la population au 1^{er} janvier 2006 –.

¹¹ Bénéficiaires d'une aide ménagère, de l'APA à domicile.

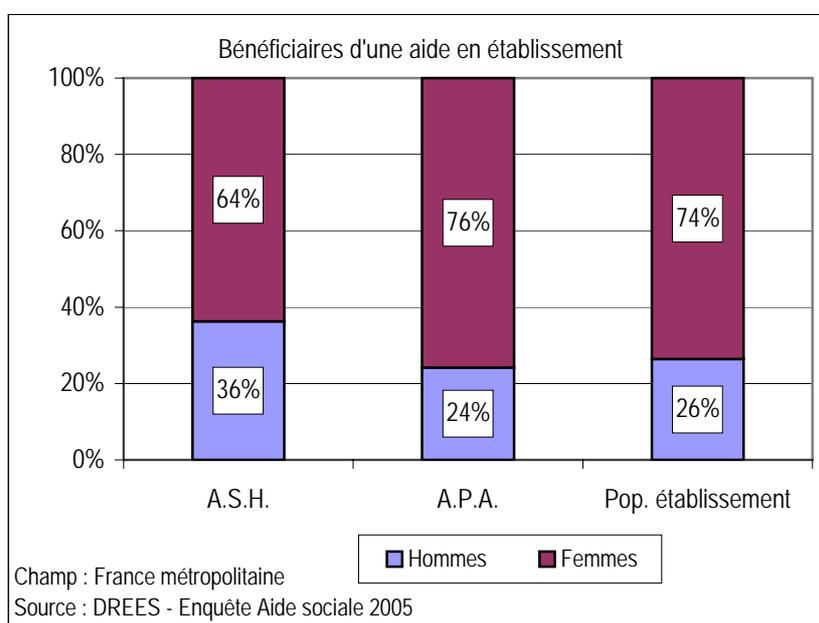
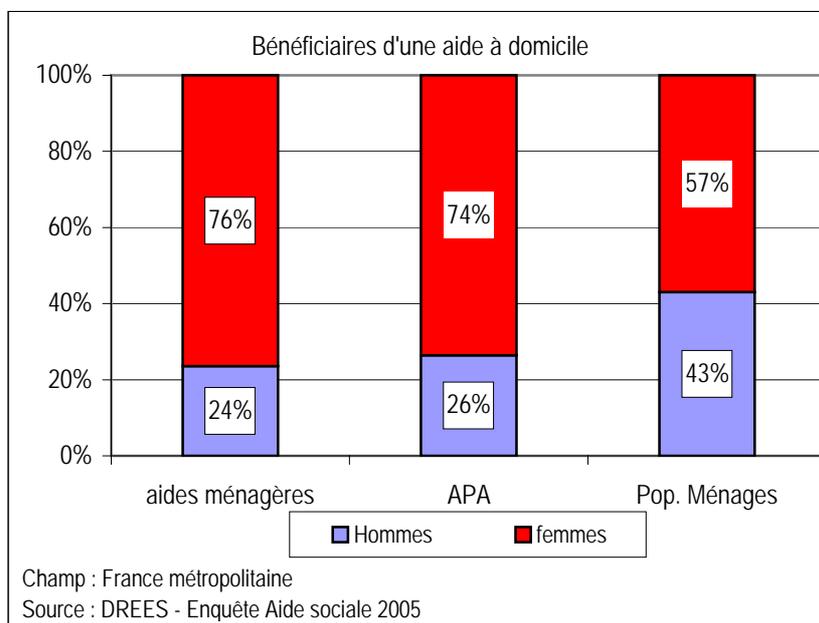
¹² Un ménage, au sens statistique, correspond à l'ensemble des occupants d'une résidence principale qu'ils aient ou non un lien de parenté. Il peut ne comprendre qu'une seule personne.

Les ménages incluent les personnes qui vivent en logements-foyers qui, dans les enquêtes de la DREES, sont classés dans les établissements.

¹³ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de l'APA, en établissement ou d'un accueil familial.

¹⁴ On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

Graphique 5 - Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2005 - France métropolitaine

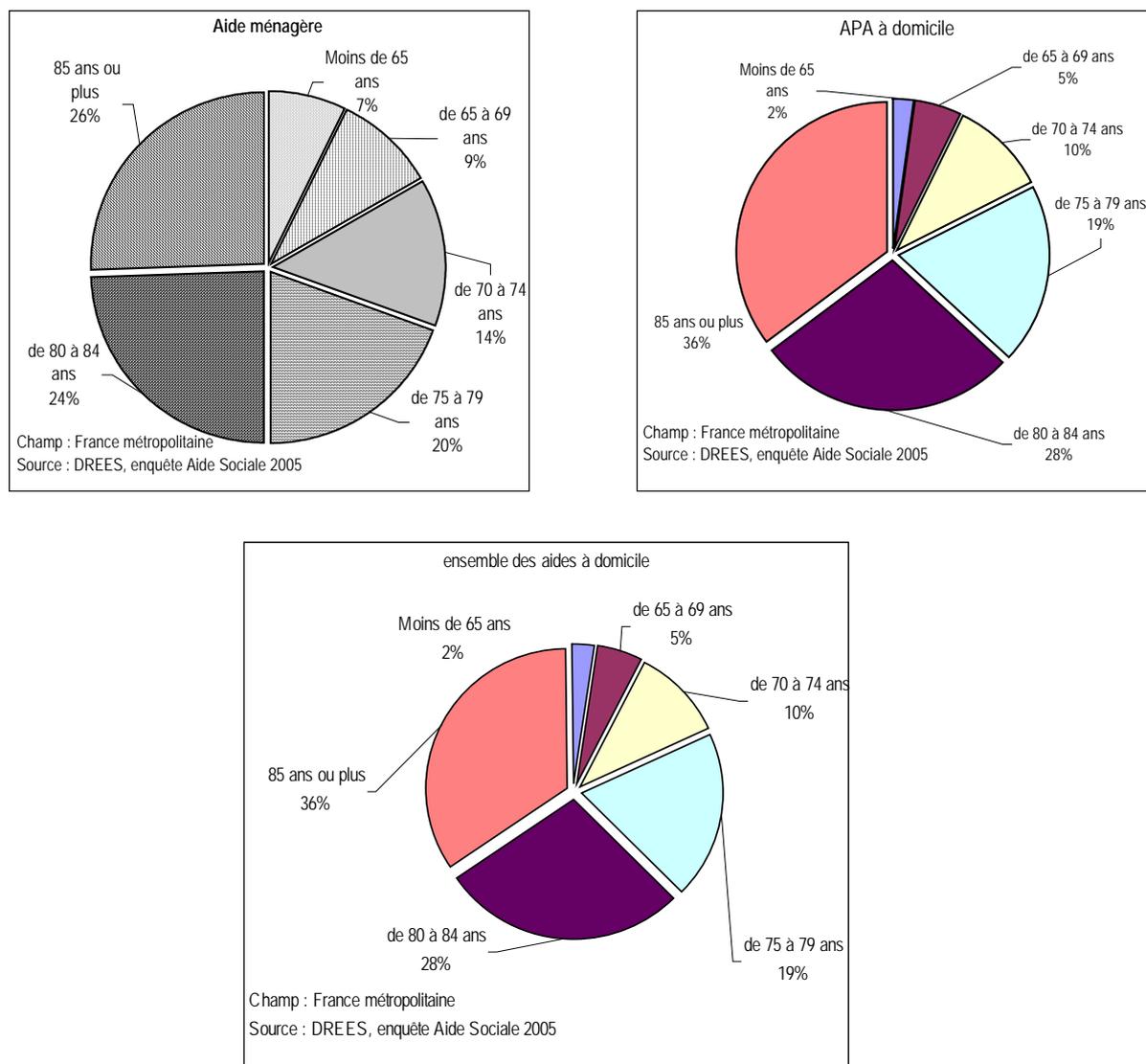


- **Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale**

Les personnes de 85 ans ou plus, qui ne représentent que 2 % de la population française et dont 73 % sont des femmes – INSEE estimation de la population au 1^{er} janvier 2006 – constituent la part la plus importante de la population des bénéficiaires (graphiques 4 et 5). En effet, cette tranche d'âge regroupe des personnes qui bénéficient de façon importante de l'aide sociale en raison de faibles ressources financières (petites retraites, femmes n'ayant jamais été salariées...).

En particulier, les personnes ayant 85 ans ou plus à domicile, qui ne représentent que 9 % des personnes âgées vivant en ménage¹² – INSEE 1999 –, sont 36 % des bénéficiaires de l'aide sociale à domicile¹¹.

Graphique 6 - Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2005 – France métropolitaine



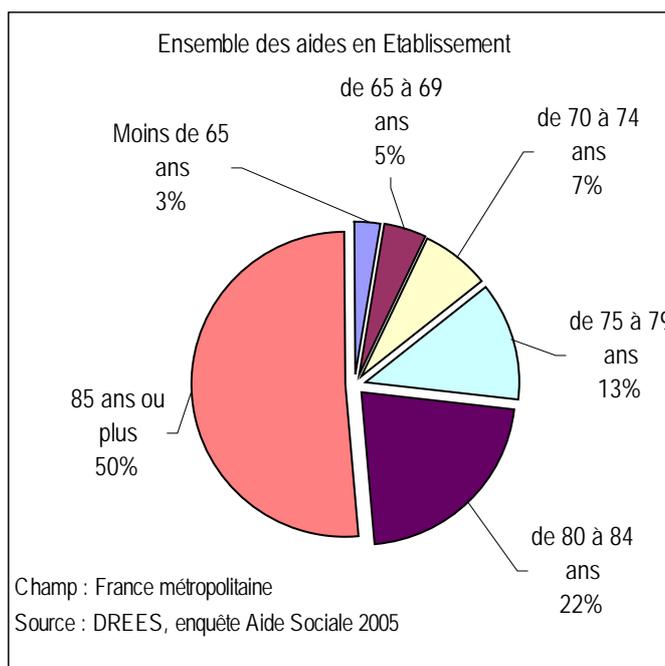
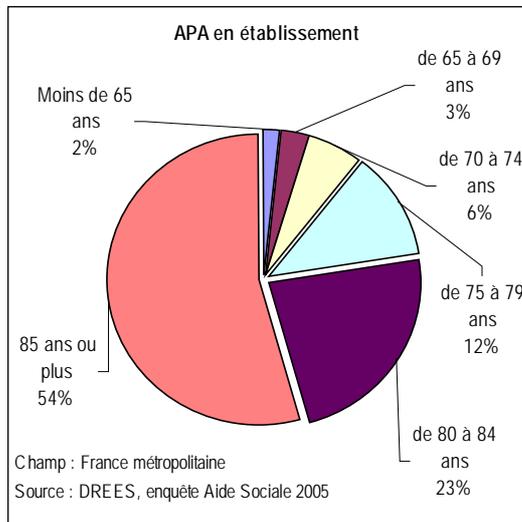
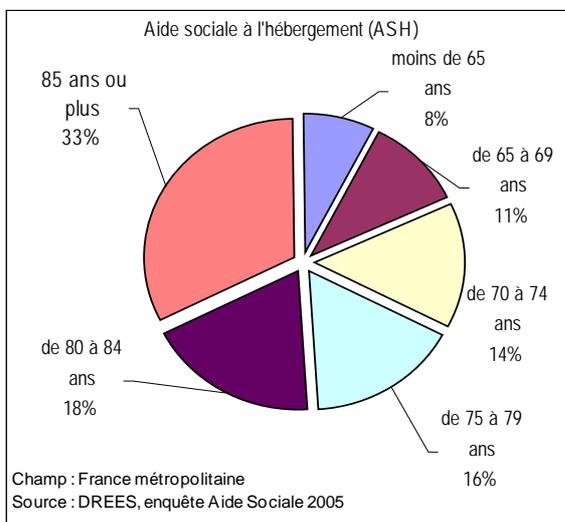
En revanche, les personnes de 85 ans ou plus constituent 59 % de la population en collectivités¹⁴ – INSEE 1999 –, mais elles ne représentent que 50 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement¹³. Cependant, les personnes de 85 ans ou plus sont proportionnellement un peu plus nombreuses parmi les bénéficiaires de l'APA (54 %) tandis qu'elles le sont beaucoup moins parmi les bénéficiaires de l'ASH (33 %).

Parmi les personnes âgées de 75 à 84 ans, qui représentent 6,3 % de la population française et dont 61 % sont des femmes – INSEE estimation de population au 1^{er} janvier 2006 –, 47 % des bénéficiaires d'une aide à domicile et 35 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement sont des femmes.

On peut noter que les personnes âgées de 60 à 74 ans, donc les moins dépendantes, représentent :

- 17 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à domicile, mais 30 % des bénéficiaires d'une aide ménagère à domicile et 17 % des bénéficiaires de l'APA à domicile ;
- 15 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement, mais 33 % des bénéficiaires d'une ASH et 11 % des bénéficiaires de l'APA en établissement.

Graphique 7 - Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement au 31.12.2005 – France métropolitaine



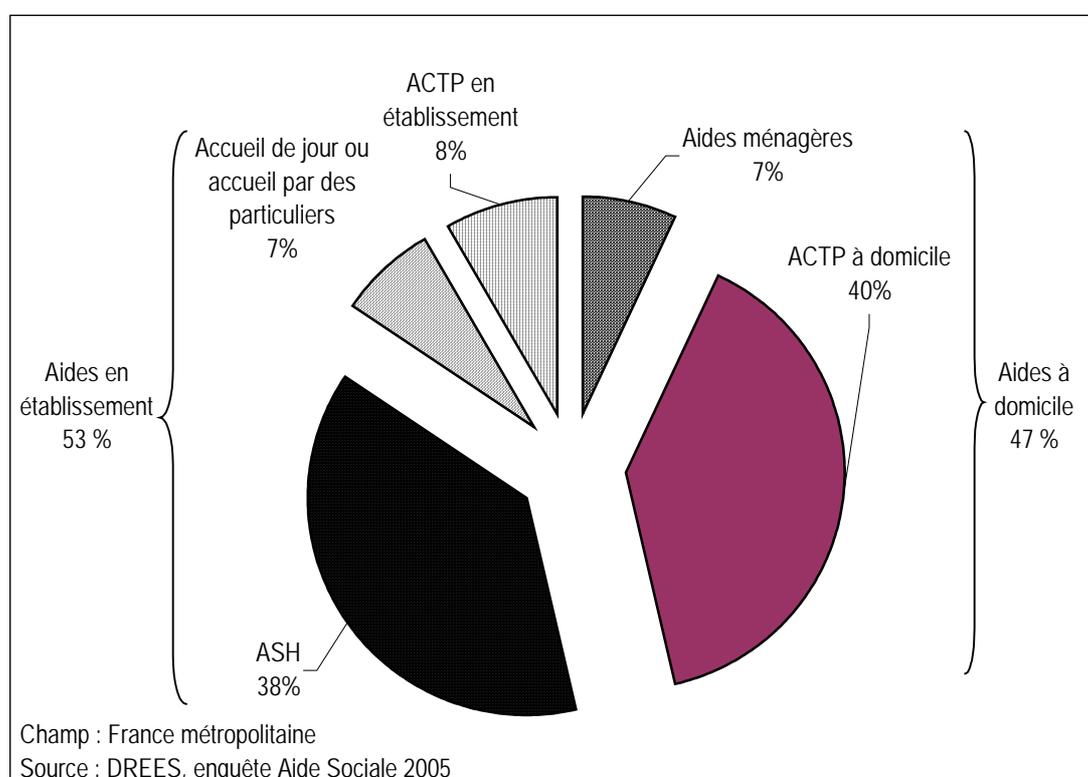
L'aide sociale aux personnes handicapées

235 500 personnes handicapées aidées en établissement ou à domicile

Près de la moitié des aides dispensées aux personnes handicapées sont des allocations compensatrices pour tierce personne (graphique 8). L'ACTP est accordée aux personnes handicapées dont l'état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou qui se voient imposer des frais supplémentaires liés à leur handicap, dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle (prise en charge de frais de transport, d'achat ou d'aménagement de matériel, de locaux, de véhicule, etc.)¹⁵. L'autre moitié des aides recouvre le recours à des aides ménagères ou à des auxiliaires de vie, ainsi qu'à des aides en établissement.

Globalement 28 % des bénéficiaires d'une aide sociale aux personnes handicapées ont 35 ans ou moins, alors que 35 % d'entre eux ont plus de 50 ans. À compter de 2006, la loi sur le handicap modifie ce dispositif d'aide sociale aux personnes handicapées, avec la mise en place de la prestation de compensation du handicap (PCH).

Graphique 8-Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2005 - France métropolitaine



¹⁵ Le bénéficiaire de ACTP pour frais professionnels doit exercer une activité régulière, en milieu protégé ou en milieu ordinaire, à temps plein ou à temps partiel. On estime entre 2,5 % la part des personnes handicapées ayant une activité professionnelle et bénéficiaires de cette ACTP en 2005, soit moins de 3 000 personnes.

- **126 000 personnes handicapées sont accueillies en établissement ou par des particuliers**

Les adultes handicapés qui ne peuvent être maintenus dans un milieu ordinaire de vie peuvent bénéficier d'aides départementales pour une prise en charge en établissement médico-social, avec ou sans hébergement, ou dans le cadre d'un placement chez des particuliers. En 2005, le nombre de ces bénéficiaires évolue peu (+1 % par rapport à 2004 contre +6 % entre 2003 et 2004).

Les établissements d'accueil et d'hébergement pour adultes handicapés financés partiellement ou totalement par l'aide sociale sont de trois types : les foyers d'hébergement, les foyers occupationnels et les foyers d'accueil médicalisé. Les premiers sont des établissements sociaux assurant l'hébergement et l'accompagnement médico-social des travailleurs handicapés qui exercent une activité pendant la journée en établissement et service aide par le travail (ESAT, anciennement CAT), en entreprise adaptée anciennement atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers occupationnels, dits foyers de vie, sont des établissements médico-sociaux qui accueillent pendant la journée des personnes qui ne sont pas en mesure de travailler mais qui disposent d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle. Enfin, les foyers d'accueil médicalisé reçoivent des personnes lourdement handicapées, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle. Fin 2005, 36 600 de ces adultes handicapés étaient ainsi accueillis en foyers d'hébergement, 35 300 en foyers occupationnels, 9 200 en foyers d'accueil médicalisé et 8 100 en maisons de retraite, hospices ou USLD.

La hausse du nombre de personnes handicapées hébergées en établissement au titre de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) était régulière depuis 1995 (89 200 en 2005 contre 74 000 en 1995, soit +20 % en dix ans), mais s'est infléchie en 2005 (+1 % contre +5 % en 2004).

Par ailleurs, 19 300 personnes ont perçu en 2005 l'ACTP en établissement, soit, 15 % des adultes handicapés bénéficiaires d'une aide hors domicile (16 % en 2004).

Enfin, les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, tels l'accueil de jour ou le placement familial, bien qu'en développement, ne concernent en 2005 que 14 % des bénéficiaires d'une aide à la prise en charge hors du domicile.

Si l'accueil de jour a été multiplié par 2,5 en dix ans, touchant désormais plus de 13 200 personnes, il enregistre en 2005 une augmentation plus faible qu'entre 2003 et 2004 (+3% contre +10 %). Quant au placement familial chez des particuliers, qui progresse de façon constante depuis 1992 avec une accélération depuis 2003 (+9 % entre 2004 et 2005), il reste encore marginal, ne concernant que 4 300 personnes handicapées, soit 3 % seulement de l'ensemble des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

- **109 500 bénéficiaires d'une aide à domicile au titre du handicap**

Pour l'essentiel, les prestations allouées par les départements aux personnes handicapées au titre d'une aide à domicile transitent par l'allocation compensatrice pour tierce personne. La majeure partie (83 %) des bénéficiaires de l'ACTP versée aux moins de 60 ans sont ainsi des personnes vivant à domicile. En 2005, 93 200 adultes handicapés ont perçu cette allocation (+4 % par rapport à 2004, après une période de stabilité entre 2001 et 2003).

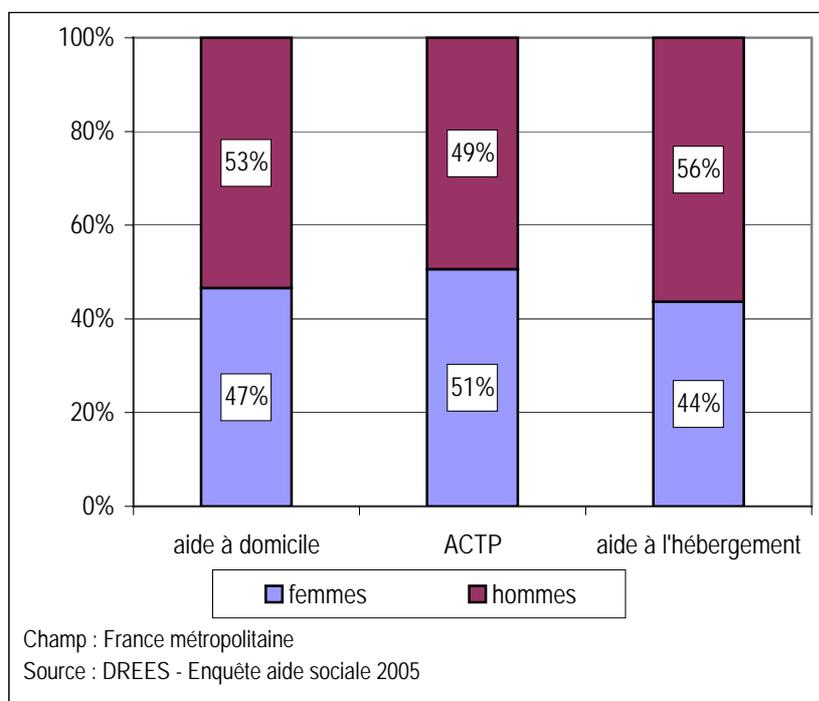
L'aide à domicile peut prendre deux autres formes. D'une part, l'aide ménagère permet la prise en charge partielle d'un quota d'heures d'intervention d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie employées par un service habilité. Pour en bénéficier, la personne handicapée doit présenter un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % ou être, compte tenu de son handicap, dans l'impossibilité reconnue par la Commission technique d'orientation et de reclassement (COTOREP) de se procurer un emploi. D'autre part, les personnes handicapées peuvent percevoir l'allocation représentative de services ménagers, qui leur permet de rémunérer une employée de maison, dans le même objectif que le recours à une aide ménagère.

En 2005, 16 200 adultes handicapés ont ainsi bénéficié d'une aide ménagère ou d'une auxiliaire de vie. Le nombre de ces bénéficiaires, qui avait presque doublé depuis 1995, a encore augmenté de 7 % en 2005. Ces aides ne concernent encore toutefois que 7 % des personnes handicapées bénéficiant d'une aide sociale des départements (à domicile ou en établissements) [graphique 8].

- **Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale**

En ce qui concerne les aides à domicile¹⁶ et l'aide sociale à l'hébergement¹⁷, les statistiques sur l'année 2005 comme sur l'année 2004 font apparaître que les prestations sociales sont en moyenne un peu plus versées à des hommes qu'à des femmes. Par contre, concernant l'ACTP¹⁸ les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes à en bénéficier (graphique 9).

Graphique 9 - Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2005 – France métropolitaine



¹⁶ Bénéficiaires d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie.

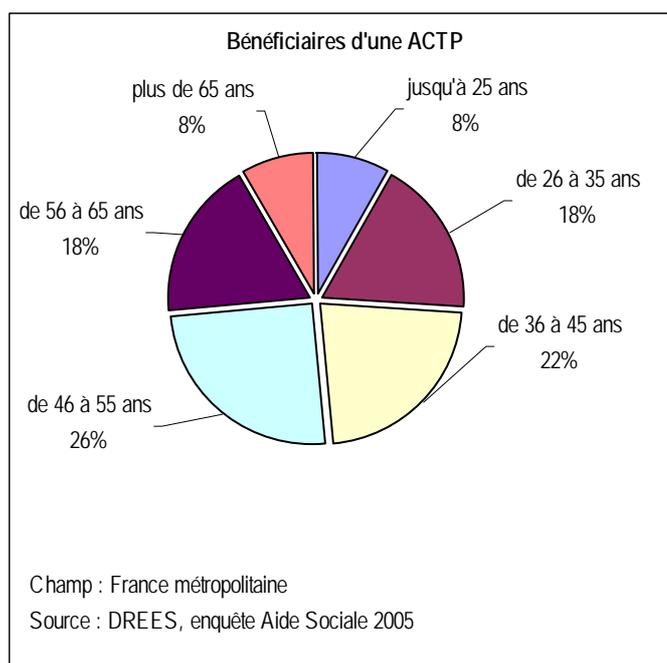
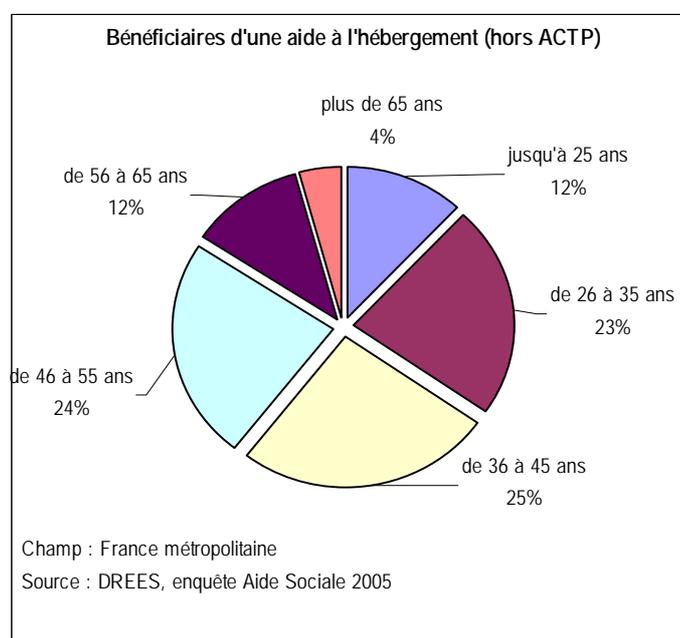
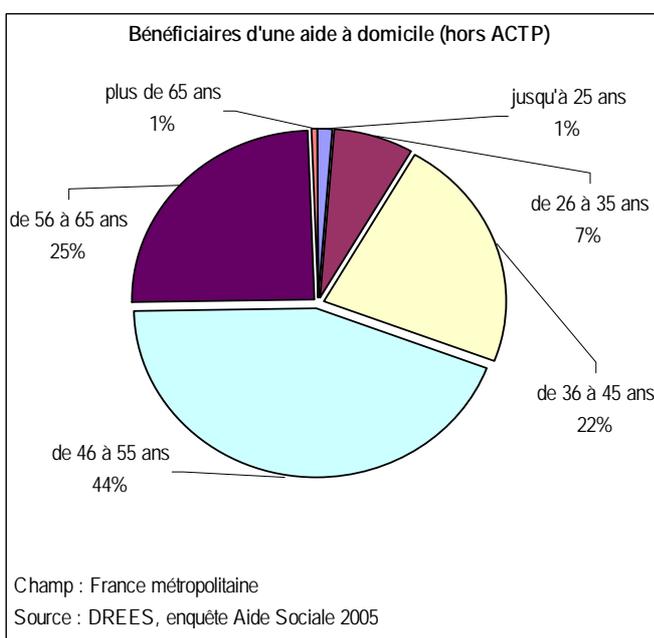
¹⁷ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, d'un accueil de jour, d'un accueil par des particuliers, de services d'accompagnement en milieu ordinaire, de jeunes majeurs bénéficiant de l'amendement Creton, de mineurs en éducation spéciale.

¹⁸ Bénéficiaires d'une allocation compensatrice pour tierce personne à domicile ou en établissement.

- Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

La population bénéficiaire d'une aide à l'hébergement¹⁷ est en structure plus jeune que celle bénéficiaire d'une aide à domicile¹⁶. En effet parmi les bénéficiaires, les personnes handicapées de 35 ans ou moins sont proportionnellement 4 fois plus nombreuses en établissement qu'à domicile. À l'inverse, les personnes handicapées de plus de 45 ans ou plus sont proportionnellement 1,8 fois plus nombreuses à domicile qu'en établissement (graphiques 10).

Graphique 10 - Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2005 – France métropolitaine



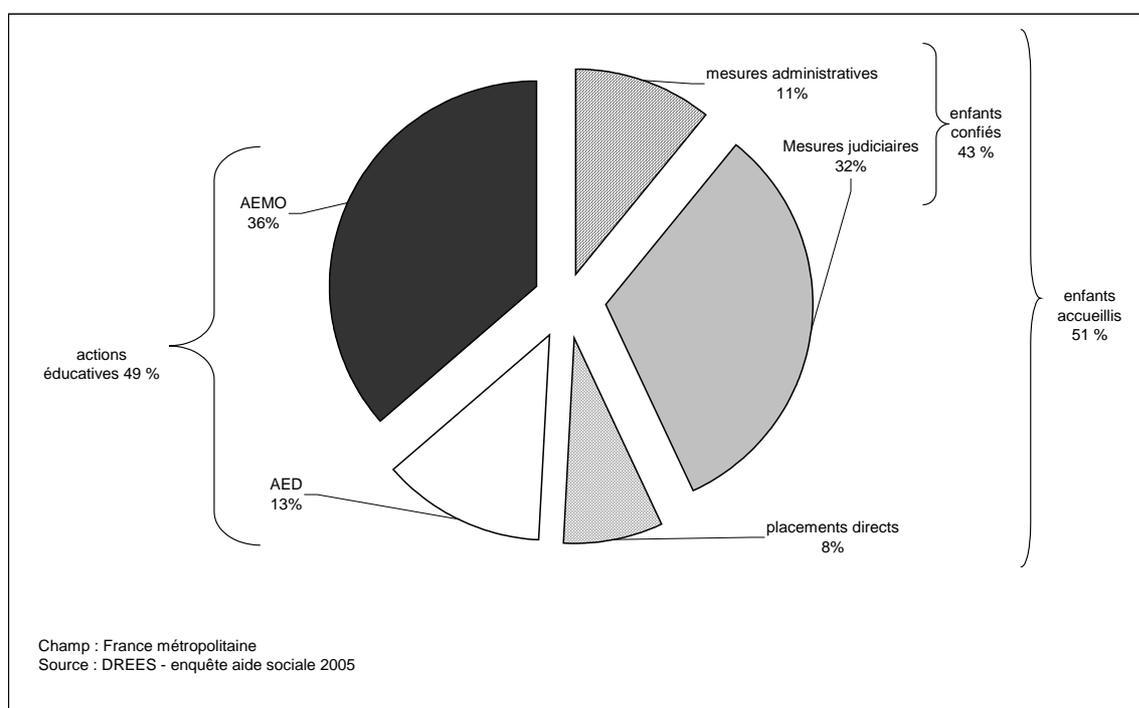
L'Aide sociale à l'enfance

273 000 bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance

L'Aide sociale à l'enfance (ASE) est placée sous l'autorité des présidents des conseils généraux. Les dispositions régissant le service de l'aide sociale à l'enfance figurent aux articles L221-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles. Dans ce cadre, l'organisation et la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance, mission d'intérêt général et d'ordre public, relèvent des départements. Chacun d'entre eux organise le service, attribue les prestations dont il fixe les tarifs et s'appuie sur un dispositif d'établissements et de services (publics ou privés) habilités, dont le financement est approuvé chaque année lors du vote du budget et dont l'activité est contrôlée par les services du conseil général.

Pour 1 000 jeunes de 0 à 21 ans¹⁹, on enregistre en moyenne 16 bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance. Parmi eux, la part des enfants accueillis à l'ASE, c'est-à-dire ceux faisant l'objet d'une mesure de placement hors du milieu familial, demeure légèrement supérieure à celle des enfants bénéficiaires d'actions éducatives : 51 % contre 49 % (graphique 11).

Graphique 11 - Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total de bénéficiaires de l'ASE



¹⁹ Selon les données estimées de la population au 1^{er} janvier 2005.

- **139 000 enfants accueillis à l'ASE**

Fin 2005, près de 139 000 enfants étaient accueillis à l'ASE (+1 % par rapport à 2004) (tableau 3). Parmi eux, certains lui sont spécifiquement confiés à la suite de mesures de placement, administratives ou judiciaires (117 000) ; les autres sont placés directement par le juge (21 700), l'ASE assurant seulement le financement du placement (encadré 4).

Le nombre d'enfants confiés suite à une mesure administrative ou judiciaire, qui représentent ainsi 84 % des enfants accueillis, augmente de 1,5 %, tandis que le nombre d'enfants placés directement par le juge est stable, après avoir diminué au cours des années précédentes (-2,8 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2004).

Tableau 3 - Les enfants accueillis à l'ASE

	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance en %	
						2001-2005	2004-2005
Enfants confiés à l'ASE	110 829	111 164	112 403	115 345	117 046	5,6	1,5
<i>Dont : mesures judiciaires</i>	82 174	83 228	83 817	85 519	87 436	6,4	2,2
<i>mesures administratives</i>	28 655	27 936	28 586	29 826	29 610	3,3	-0,7
Placements directs	23 657	23 236	22 455	21 740	21 689	-8,3	-0,2
Enfants accueillis à l'ASE	134 486	134 400	134 858	137 085	138 735	3,2	1,2
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

Parmi les enfants confiés à l'ASE, la part de ceux qui l'ont été au titre d'une mesure judiciaire reste prépondérante (75 % contre 25 % d'enfants confiés suite à une mesure administrative).

87 400 enfants ont ainsi fait l'objet d'une mesure judiciaire en 2005 (+2 % par rapport à 2004). Comme en 2004, cette augmentation est un peu plus soutenue que les années précédentes (+1 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2003). Elle s'explique surtout par la hausse des placements à l'ASE par le juge (+2,5 %), qui représentent 93 % des mesures judiciaires, les 7 % restants étant constitués des tutelles d'État déferées à l'ASE, des délégations d'autorité parentale et des retraits partiels de l'autorité parentale.

Le nombre d'enfants bénéficiant de mesures administratives (29 600 en 2005) diminue quant à lui de 1 % par rapport à 2004, après avoir augmenté entre 2002 et 2004. Les accueils provisoires de mineurs ou de jeunes majeurs, qui correspondent à des placements à la demande ou en accord avec les parents, représentent plus de 90 % des mesures administratives, les 10 % restants correspondant à la prise en charge des pupilles de l'État. En 2005, les accueils provisoires diminuent de 7 % pour les mineurs (-2 % en moyenne entre 2001 et 2004), alors qu'ils augmentent de 5 % pour les jeunes majeurs, poursuivant la hausse observée depuis 2002 (tableau 4).

Tableau 4 - Mesures administratives et judiciaires

	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance en %	
						2001-2005	2004-2005
Total enfants confiés à l'ASE	110 829	111 164	112 403	115 345	117 046	5,6	1,5
Mesures administratives	28 655	27 936	28 586	29 826	29 610	3,3	-0,7
<i>Dont : Pupilles</i>	2 881	2 860	2 698	2 543	2 407	-16,5	-5,4
<i>Accueil provisoire de mineurs</i>	12 539	11 939	11 867	11 696	10 873	-13,3	-7,0
<i>Accueil provisoire de jeunes majeurs</i>	13 235	13 137	14 021	15 587	16 330	23,4	4,8
Mesures judiciaires	82 174	83 228	83 817	85 519	87 436	6,4	2,2
<i>Dont : DAP* à l'ASE</i>	2 831	2 893	2 753	2 758	2 929	3,5	6,2
<i>Tutelle</i>	3 215	3 669	3 824	3 793	3 554	10,5	-6,3
<i>Retrait de l'autorité parentale</i>	16	28	11	10	26	62,5	160,0
<i>Placement à l'ASE par le juge</i>	76 112	76 638	77 229	78 958	80 927	6,3	2,5
* Délégation de l'autorité parentale							
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

Par ailleurs, 55 % des enfants spécifiquement confiés à l'ASE sont hébergés en famille d'accueil, contre 38 % en établissement public relevant de l'ASE ou du secteur associatif habilité et financé par elle (graphique 12). L'hébergement des adolescents autonomes, placés dans des foyers ou en appartement indépendant, avec des visites régulières d'instructeurs, et les autres modes d'hébergement (internats scolaires), sont minoritaires (7 % de l'ensemble).

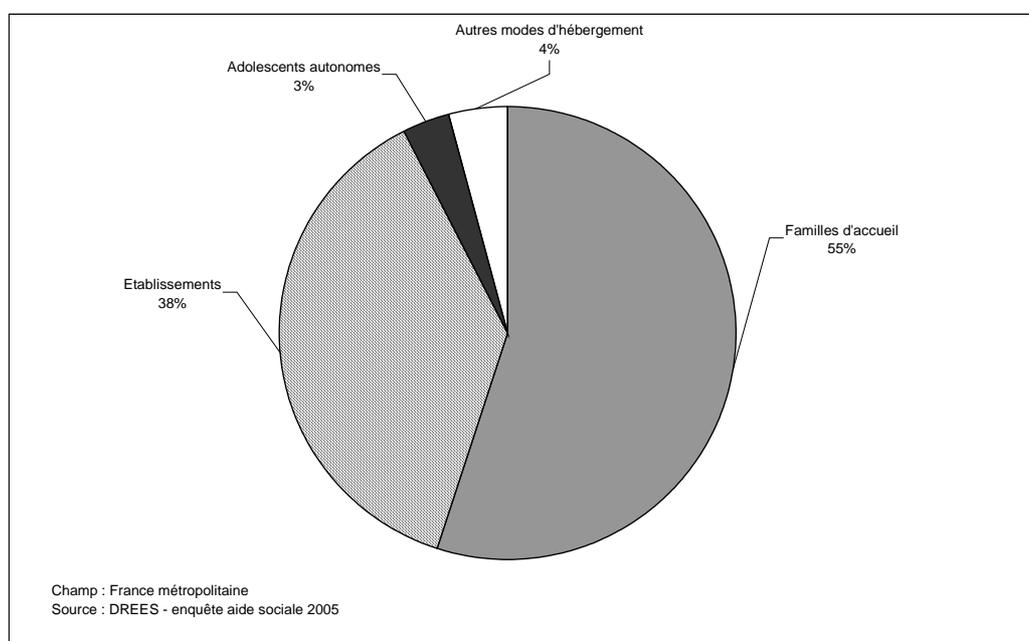
En 2005, 64 300 enfants étaient placés en famille d'accueil, contre 63 100 en 2004. Cette augmentation s'inscrit dans une évolution ancienne (+5 % entre 2001 et 2005). Quant au nombre d'enfants placés en établissement, il reste stable (44 000 en 2005), après avoir augmenté de 8 % entre 2002 et 2004 (tableau 5).

Tableau 5 - Modes d'hébergement des enfants confiés à l'ASE

Nature du placement	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance en %	
						2001-2005	2004-2005
Famille d'accueil	61 120	61 359	61 930	63 073	64 252	5,1	1,9
Établissement	41 737	40 514	42 184	43 778	44 010	5,4	0,5
Adolescents autonomes	4 147	4 439	3 654	4 153	3 967	-4,3	-4,5
Autres modes d'hébergement	3 825	4 852	4 635	4 341	4 817	25,9	11,0
Total enfants confiés	110 829	111 164	112 403	115 345	117 046	5,6	1,5

Champ : France métropolitaine
Source : DREES - enquêtes Aide sociale

Graphique 12 - Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement



Les enfants confiés à l'ASE ont un âge moyen de 12 ans (tableau 6). Près d'un enfant sur sept a moins de six ans, un sur sept est majeur. En outre, parmi les enfants confiés à l'ASE, les garçons sont légèrement plus nombreux (53 %) que les filles (résultat obtenu auprès de 78 départements répondants).

Tableau 6 - Répartition par âge des enfants confiés à l'ASE

	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Total
Effectifs	17 671	26 054	37 409	19 467	16 444	117 046
Part (en %)	15	22	32	17	14	100

Champ : France métropolitaine
Source : DREES - enquête Aide sociale 2005

- **Près de 134 000 actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO)**

Les actions éducatives regroupent à la fois des actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO) [encadré 4]. En 2005, l'accroissement du nombre de leurs bénéficiaires (133 900) s'est poursuivi (près de +2 %), à un rythme cependant un peu plus modéré qu'en 2004 (tableau 7). Cette évolution s'explique par l'augmentation des AEMO (99 600 en 2005, soit +3,5 %), qui représentent 74 % des actions éducatives, tandis que le nombre d'AED (34 300) diminue (-3 %), après une hausse de 12 % entre 2001 et 2004.

Tableau 7 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative

	2001	2002	2003	2004	2005	Taux de croissance en %	
						2001-2005	2004-2005
AED	31 640	34 161	34 156	35 514	34 335	8,5	-3,3
AEMO	93 532	93 319	93 683	96 213	99 567	6,5	3,5
Total actions éducatives à domicile	125 172	127 480	127 839	131 727	133 902	7,0	1,7
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

Encadré 4 - l'aide sociale à l'enfance (ASE)

Les mesures de placement

- Les mesures administratives sont décidées par le président du conseil général sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et les pupilles de l'État :
- Les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants au titre de l'assistance éducative. L'enfant est confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE, et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- Les placements directs par le juge comprennent le placement auprès d'un établissement ou auprès d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement. Dans le cas d'un placement direct, le service d'aide sociale à l'enfance n'est que le payeur de la mesure.

Les actions éducatives

- L'Action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil général (art.L221 1 du CASF*) à la demande ou en accord avec les parents.
Les actions éducatives à domicile sont ainsi exercées en milieu familial. Au regard des missions confiées à l'ASE définies à l'article L 221-1 du CASF, les AED ont pour but :
 - d'apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un an. L'action éducative auprès des familles est alors exercée par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE, ou à un service habilité. Ils ont pour mission d'aider les parents dans l'exercice de leur autorité parentale (par exemple leur apporter aide et conseils notamment dans les rapports avec leurs enfants, ou permettre des liens avec les institutions en particulier l'école) ;
 - d'éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou à l'issue de celui-ci préparer le retour dans la famille.
- L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants dans le cadre de l'assistance éducative des articles 375 du Code civil) poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à celle-ci, elle est contraignante à l'égard des familles.

*Code de l'action sociale et des familles (CASF)

Encadré 5 - L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

La population des DOM, en 2005 comme les années antérieures, reste proportionnellement plus bénéficiaire de l'aide sociale que celle de la métropole. Ainsi on recense en 2005, sur 10 000 habitants¹, 1 123 personnes aidées dans les DOM contre 447 en métropole.

155 000 personnes bénéficient de l'allocation RMI dans les DOM au 31 décembre 2005, soit 76 % des bénéficiaires d'une aide. 33 000 personnes sont prises en charge au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, – soit 16 % des bénéficiaires d'une aide –, 5 900 personnes le sont au titre de l'aide sociale aux personnes handicapées – soit 3 % des bénéficiaires d'une aide – et 10 000 enfants et adolescents relèvent de l'aide sociale à l'enfance – soit 5 % des bénéficiaires d'une aide. Cette structure diffère sensiblement de celle de la métropole pour laquelle 41 % des aides concernent l'insertion, 40 % sont ciblées en direction des personnes âgées, 9 % en direction des personnes handicapées et 10 % en faveur des enfants et adolescents.

Cependant, eu regard à la structure de sa population, la politique sociale des DOM est plus importante en ce qui concerne les personnes âgées que celle de la métropole (1 435 personnes aidées dans les DOM pour 10 000 habitants² contre 849 en métropole en 2005), mais elle est sensiblement comparable en ce qui concerne l'aide en faveur des personnes handicapées (50 adultes handicapés aidés dans les DOM pour 10 000 habitants³ contre 51 en métropole) et l'aide sociale à l'enfance (161 enfants et adolescents bénéficient d'une aide dans les DOM pour 10 000 habitants⁴ contre 180 en métropole).

	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	19 740	23 991	29 718	33 579	32 946
Aides à domicile	14 673	11 500	4 397	4 004	3 941
Aides ménagères	5 517	4 414	4 215	4 004	3 941
PSD à domicile	9 156	7 086	182	0	0
Aides à l'hébergement	3 298	3 705	2 454	2 744	2 829
Accueil en établissement ASH	2 904	2 732	2 084	2 444	2 525
Accueil chez des particuliers	337	224	370	300	304
PSD en établissement	57	749	0	0	0
Allocation personnalisée d'autonomie		7 501	21 799	25 851	25 261
ACTP des 60 ans ou plus (*)	1 769	1 285	1 068	980	915
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	5 377	5 551	5 576	5 596	5 918
Aides à domicile	159	143	203	302	313
Aides ménagères et auxiliaires de vie	159	143	203	302	313
Aides à l'hébergement	1 306	1 207	1 063	1 034	1 057
Accueil en établissement	1 064	1 022	707	671	676
Accueil chez des particuliers	91	25	59	64	76
Accueil de jour	151	160	297	299	305
ACTP des moins de 60 ans (*)	3 912	4 201	4 310	4 260	4 548
AIDE SOCIALE A L'ENFANCE	11 830	10 649	9 499	10 312	9 991
Enfants confiés à l'ASE	5 403	4 212	3 793	4 021	4 252
Placements directs par le juge	1 192	1 148	1 151	1 348	1 093
Actions éducatives (AED et AEMO)	5 235	5 289	4 555	4 943	4 646
REVENU MINIMUM D'INSERTION (**)	134 987	122 753	145 572	154 580	155 055

(*) Droits ouverts.

(**) Il s'agit du nombre d'allocataires du RMI, ceux-ci sont pris en charge par l'Etat jusqu'en 2003, puis par les conseils généraux à partir de 2004.

Champ : Départements d'outre-mer

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale, CNAF

Ainsi on relève des différences très significatives entre les DOM et la métropole en ce qui concerne les aides aux personnes âgées :

- on compte 1,5 fois plus de bénéficiaires de l'APA dans les DOM (1 100 personnes contre 723 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- près de 8 fois plus de personnes âgées aidées à domicile par le biais d'une aide ménagère dans les DOM (172 contre 22 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- 2,5 fois plus de personnes âgées bénéficient de l'ACTP dans les DOM (40 personnes contre 15 en métropole pour 10 000 habitants²).

L'ACTP en direction des personnes de 60 ans ou plus diminue plus nettement en 2005 dans les DOM qu'en métropole (-7 % contre -1%) alors qu'elle progressait de 8 % en 2004.

En revanche les prestations sociales en faveur des personnes handicapées sont de nature plus comparable entre les DOM et la métropole même si l'on peut noter quelques particularités :

- les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement – hors ACTP – sont proportionnellement plus nombreux en métropole (22 contre 9 pour 10 000 habitants³ dans les DOM) ;
- à l'inverse les bénéficiaires de l'ACTP sont proportionnellement plus nombreux dans les DOM (38 contre 25 pour 10 000 habitants³ en métropole).

Enfin les données de l'ASE dans les DOM sont inférieures à celles de la métropole. On compte :

- 86 enfants pour 10 000 habitants⁴ accueillis à l'ASE dans les DOM contre 92 en métropole ;
- 75 mesures éducatives pour 10 000 habitants contre 88 en métropole.

1 : Estimation Insee 2006 de la population au 1^{er} janvier 2005 pour les DOM.

2 : Personnes âgées de 60 ans ou plus.

3 : Adultes de 20 ans ou plus.

4 : Enfants et adolescents de 0 à 19 ans.

Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle

La loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) a substitué celle-ci à l'aide médicale gratuite (AMG), auparavant gérée par les conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale. Pour autant, certains départements ont, dès l'année 2000, mis en place des dispositifs facultatifs pour limiter les effets de seuil ou pour maintenir leur niveau de prise en charge tel qu'il existait avant la mise en place de la CMU.

En 2005, 33 départements sur les 78 ayant répondu à l'enquête (soit 42 %) ont indiqué avoir mis en place une aide en faveur des personnes ne bénéficiant pas de la CMU. Ce taux est stable par rapport à 2004 (43 %).

Cette aide est destinée, comme les années passées, à financer tout ou partie d'une couverture complémentaire ou dans une moindre mesure pour prendre en charge des dépenses ponctuelles de soins ou des frais médicaux de type prothèses ou soins dentaires. Ainsi 11 départements (19 en 2004) financent exclusivement une mutuelle (33 %), 15 départements (9 en 2004) prennent en charge à la fois une mutuelle et des dépenses ponctuelles de soins (45 %), 5 départements (1 en 2003 et 4 en 2004) remboursent exclusivement des dépenses de soins ou de frais médicaux, enfin 2 départements ne peuvent pas déterminer les modalités de prise en charge des dépenses.

Les actions des départements se sont recentrées en 2005, comme les années passées, autour de plusieurs publics prioritaires :

- les personnes âgées et les personnes handicapées hébergées au titre de l'aide sociale en établissement (action citée par 18 départements dont 3 exclusivement pour des personnes âgées). Ces aides sont dispensées sous forme d'une déduction sur la contribution personnelle que les bénéficiaires de l'aide à l'hébergement versent aux départements ;
- les personnes rejetées de la CMU ou des personnes isolées, RMistes... dont le niveau de ressources est inférieur à un barème de ressources fixé par les conseils généraux (cité par 6 départements) qui dans de nombreux cas est fixé au montant de la CMU allant de +10 % à +12,7 % ou au montant du RMI +50 % ;
- des anciens bénéficiaires de l'aide médicale (cité par 2 départements);
- les personnes bénéficiant du crédit d'impôts cités par 2 départements qui permet aux personnes dont les revenus se situent entre le plafond de la CMU complémentaire et ce même plafond majoré de 15 %.

À signaler que 5 départements (contre 9 en 2004) déclarent avoir négocié en 2005 des tarifs préférentiels avec les mutuelles pour des cotisations (sur la base d'un forfait ou d'un barème de référence, avec absence de délai de stage) ou des remboursements de frais médicaux tels que définis dans le panier de soins de la CMU complémentaire, et que 23 départements déclarent être en cours de négociation.

Liste des illustrations

Liste des encadrés

Encadré 1 - Les bénéficiaires de l'aide sociale	6
Encadré 2 - L'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale	7
Encadré 3 - Modalités d'application des plafonds de ressources dans le calcul de l'APA	15
Encadré 4 - l'aide sociale à l'enfance (ASE).....	31
Encadré 5 - L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)	32

Liste des graphiques

Graphique 1 - Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.05 - France métropolitaine	9
Graphique 2 - Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement	10
Graphique 3 - Bénéficiaires de l'APA en établissement par GIR au 31.12.2005 - France métropolitaine	11
Graphique 4 - Bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR au 31.12.2005 - France métropolitaine.....	14
Graphique 5 - Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2005 - France métropolitaine.....	17
Graphique 6 - Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2005 – France métropolitaine	18
Graphique 7 - Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement au 31.12.2005 – France métropolitaine	20
Graphique 8-Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2005 - France métropolitaine	21
Graphique 9 - Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2005 – France métropolitaine.....	24
Graphique 10 - Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2005 – France métropolitaine.....	25
Graphique 11 - Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total	26
Graphique 12 - Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement	29

Liste des tableaux

Tableau 1 - Bénéficiaires de l'aide sociale au 31.12.2005 - France métropolitaine.....	8
Tableau 2 - Conditions de ressources des bénéficiaires de l'APA	15
Tableau 3 - Les enfants accueillis à l'ASE.....	27
Tableau 4 - Mesures administratives et judiciaires	28
Tableau 5 - Modes d'hébergement des enfants confiés à l'ASE.....	29
Tableau 6 - Répartition par âge des enfants confiés à l'ASE.....	29
Tableau 7 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative.....	30

Pour en savoir plus

BAILLEAU G., 2007, « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2005 », Études et Résultats, collection statistiques, n° 548, janvier, DREES.

MAUGUIN J., 2006, « Les dépenses d'aide sociale des départements en 2005 », Études et Résultats, n°543, décembre, DREES.

AUBREE L., BARRY H., BAILLON J.N., MAUGUIN J., 2006, « L'aide sociale extralégale ou facultative des départements », Études et Résultats, n° 537, novembre, DREES.

PERBEN M., 2006, « L'Allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2005 », Études et Résultats, n° 477, mars, DREES.

MAUGUIN J., 2006, « Dépenses d'aide sociale des départements en 2004 », Document de travail, série Statistiques, n° 93, mars, DREES.

CHASTENET B., et TRESPEUX F., 2006, « Les bénéficiaires de l'aide sociale des départements en 2004 », Document de travail, série Statistiques, n° 92, février, DREES.

CAMPÉON A., et LE BIHAN B., 2006, « Les plans d'aide associés à l'Allocation personnalisée d'autonomie - Le point de vue des bénéficiaires de leurs aidants - », Études et Résultats, n° 461, janvier, DREES.

AVENEL M., 2005, « Les modes d'organisation adoptés par les conseils généraux pour la gestion du RMI suite à la décentralisation », Études et Résultats, n° 432, octobre, DREES.

JEGER F., 2005, « L'Allocation personnalisée d'autonomie : une analyse des disparités départementales en 2003 », Études et Résultats, n° 372, janvier, DREES.

WEBER A., 2005, « L'appréciation de l'Allocation personnalisée d'autonomie par ses bénéficiaires ou leurs proches », Études et Résultats, n° 371, janvier, DREES.

METTE C., 2004, « Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : une analyse des plans d'aide », Études et Résultats, n° 293, février, DREES.

BAUDIER-LORIN C., Christine BONNARDEL., 2003, « Les disparités départementales en matière d'aide sociale », Études et Résultats, n° 269, octobre, DREES.

BELLANGER M., et LE BIHAN-YOUINOU B., 2003, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie dans six départements », Études et Résultats, n° 264, octobre, DREES.

MESRINE A., 2003, « Les places dans les établissements pour personnes âgées », Études et Résultats, n° 263, octobre, DREES.

CHASTENET B., 2003, « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux et services conventionnés des conseils généraux, et des DDASS de 1996 à 2001 », Document de travail, n° 58, octobre, DREES.

KERJOSSE R., et WEBER A., 2003, « Aides techniques et aménagements du logement : usagers et besoins des personnes âgées vivant à domicile », Études et Résultats, n° 262, septembre, DREES.

BAUDIER-LORIN C., 2003, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie par les départements au premier semestre 2002 », Études et Résultats, n° 227, mars, DREES.

BONTOUT O., COLIN C., et Roselyne KERJOSSE., 2002, « Personnes âgées dépendantes et aidants potentiels : une projection à l'horizon 2040 », Études et Résultats, n° 160, février, DREES.

RUULT M., 2001, « Aide sociale à l'enfance : quelle organisation dans les départements ? », Études et Résultats, n° 144, novembre, DREES.

ANNEXES

Tableaux par département tenant compte des non-réponses et totaux estimés

AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

Aide sociale aux personnes âgées

Aide sociale aux personnes handicapées

Aide sociale à l'enfance

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

- Tableau 1 – Les différentes aides : ACTP des personnes de 60 ans ou plus, APA, aides ménagères ou auxiliaires de vie, ASH en établissement, accueil familial.
- Tableau 2 – APA : APA à domicile, APA en établissement.
- Tableau 3 – Les aides à domicile : APA à domicile, ACTP des personnes de 60 ans ou plus à domicile, aides ménagères ou auxiliaires de vie.
- Tableau 4 – Les aides en faveur des personnes en établissements : APA en établissement, ASH, ACTP des personnes de 60 ans ou plus en établissement.
- Tableau 5 – Les différentes structures d’hébergement : logement-foyer, maison de retraite ou hospice, unité de soins longue durée.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 1 – Les différentes aides

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de + 60 ans (1)	A.P.A. (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie	A.S.H. en établissement	Accueil familial	Total
1 Ain	37	6 875	302	818	0	8 032
2 Aisne	185 (e)	8 901	204	860 (e)	5	10 155 (e)
3 Allier	154	7 913	227	1 002	14	9 310
4 Alpes de Haute-Provence	48	2 683	118	301	0 (e)	3 150 (e)
5 Hautes-Alpes	21	2 390	54	169	0	2 634
6 Alpes-Maritimes	692	18 107	474	2 482	4	21 759
7 Ardèche	79	7 238	45	705	1	8 068
8 Ardennes	168	4 746	56	426	3	5 399
9 Ariège	66	4 691	96	435	3	5 291
10 Aube	98	4 872	119	731	24	5 844
11 Aude	185	6 436	912	745	10	8 288
12 Aveyron	91	7 802	252	824	1	8 970
13 Bouches-du-Rhône	0	30 732	1 910	3 761	3	36 406
14 Calvados	7	12 236	421	1 613	30	14 307
15 Cantal	70	3 999	89	452	6	4 616
16 Charente	130	8 936	430	887	13	10 396
17 Charente-Maritime	207	10 977	295	1 089	102	12 670
18 Cher	251	5 923	70	574	44	6 862
19 Corrèze	80 (e)	6 021	139	596	0	6 836 (e)
2a Corse du Sud	495	4 301	2	324	0	5 122
2b Haute Corse	216	2 885	247	194	6	3 548
21 Côte-d'Or	162	8 282	48	961	16	9 469
22 Côtes-d'Armor	144	13 964	447	1 034	8	15 597
23 Creuse	97	4 182	60	396	2	4 737
24 Dordogne	201	10 509	158	1 065	0 (e)	11 933 (e)
25 Doubs	63	6 388	120	801	1	7 373
26 Drôme	141	6 580	214	1 054	36	8 025
27 Eure	182	6 591	195	837	26	7 831
28 Eure-et-loir	89	5 538	36	724	5	6 392
29 Finistère	312	16 475	1 120	1 834	18	19 759
30 Gard	155 (e)	12 734	609	1 754	0	15 252 (e)
31 Haute-Garonne	260	16 789	164	924	6	18 143
32 Gers	83	5 688	340	468	61	6 640
33 Gironde	354	21 491	904	1 690	11	24 450
34 Hérault	323	21 215	142	1 593	8	23 281
35 Ille-et-Vilaine	236	13 105	86	1 731	14	15 172
36 Indre	101	4 905	72	454	1	5 533
37 Indre-et-Loire	79 (e)	8 468	186	906	6	9 645 (e)
38 Isère	256	14 631	331	1 774	28	17 020
39 Jura	87	4 272	43	530	4	4 936
40 Landes	102	6 663	388	1 109	2	8 264
41 Loir-et-Cher	45	6 243	217	637	3	7 145
42 Loire	340	14 816	287	1 573	1	17 017
43 Haute-Loire	79	5 627	31	522	4	6 263
44 Loire-Atlantique	227	15 602	435	2 463	6	18 733
45 Loiret	145	9 046	193	950	15	10 349
46 Lot	51	5 062	173	464	0	5 750
47 Lot-et-Garonne	125	6 689	376	739	0	7 929
48 Lozère	31	1 934	111	339	0	2 415
49 Maine-et-Loire	158	10 170	261	1 643	11	12 243
50 Manche	232	9 013	229	1 437	40	10 951
51 Marne	208	6 994	101	825	5	8 133
52 Haute-Marne	98	3 186	49	389	0	3 722

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de + 60 ans (1)	A.P.A. (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie	A.S.H. en établissement	Accueil familial	Total
53 Mayenne	95	6 106	145	969	0	7 315
54 Meurthe-et-Moselle	222	12 068	164	835	3	13 292
55 Meuse	31	3 284	86	341	1	3 743
56 Morbihan	162	11 910	723	1 220	26	14 041
57 Moselle	394	12 075	499	1 253	6	14 227
58 Nièvre	107	5 465	74	682	0	6 328
59 Nord	671 (e)	32 976	486	5 438	94	39 665 (e)
60 Oise	110 (e)	7 080	232	887 (e)	17	8 326 (e)
61 Orne	130	6 246	110	823	3	7 312
62 Pas-de-Calais	483	28 695	436	3 095	37	32 746
63 Puy-de-Dôme	162	11 391	162	1 309	2	13 026
64 Pyrénées-Atlantiques	254	10 494	371	1 682	42	12 843
65 Hautes-Pyrénées	102	5 804	180	915	1	7 002
66 Pyrénées-Orientales	228	7 383	872	679	4	9 166
67 Bas-Rhin	331	15 841	279	1 417	8	17 876
68 Haut-Rhin	234	8 802	198	1 237	2	10 473
69 Rhône	522	15 465	364	2 878	11	19 240
70 Haute-Saône	61	4 320	57	323	2	4 763
71 Saône-et-Loire	143	11 781	172	1 213	2	13 311
72 Sarthe	138	9 169	205	918	140	10 570
73 Savoie	71	6 337	59	566	0	7 033
74 Haute-Savoie	108	6 706	161	719	1	7 695
75 Paris	731	22 049	1 852	5 957	4	30 593
76 Seine-Maritime	310	20 538	528	2 251	16	23 643
77 Seine-et-Marne	273	7 468	393	1 904	3	10 041
78 Yvelines	274 (e)	8 384	190	1 258	2	10 108 (e)
79 Deux-Sèvres	139	7 141	510	786	30	8 606
80 Somme	223	9 873	233	1 390	20	11 739
81 Tarn	198	9 838	300	609	2	10 947
82 Tarn-et-Garonne	104	5 789	80	439	13	6 425
83 Var	390	17 380	354	2 063	2	20 189
84 Vaucluse	137	8 400	206	809	1	9 553
85 Vendée	149	9 225	280	1 242	10	10 906
86 Vienne	84	7 142	201	596	20	8 043
87 Haute-Vienne	161 (e)	8 417	116	742	5	9 441 (e)
88 Vosges	170	5 926	67	724	2	6 889
89 Yonne	186	6 364	88	768	20	7 426
90 Territoire de Belfort	17	2 502	43	157	4	2 723
91 Essonne	171	9 201	230	1 327	6	10 935
92 Hauts-de-Seine	481 (e)	12 927	556	2 548	3	16 515 (e)
93 Seine-Saint-Denis	441	13 700	248	2 272	3	16 664
94 Val-de-Marne	524 (e)	10 923	541	1 852	3	13 843 (e)
95 Val-d'Oise	228	8 849	298	1 503	0	10 878
971 Guadeloupe	423	10 077	0 (e)	649	158	11 307
972 Martinique	105	5 159	1 426	1 079	128	7 897
973 Guyane	36	432	323	165	0	956
974 Réunion	351	9 593	2 192	632 (e)	18 (e)	12 786 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	18 595	922 950	27 937	113 203	1 178	1 083 863
Estimation DOM	915	25 261	3 941	2 525	304	32 946
TOTAL estimé France entière	19 511	948 211	31 878	115 729	1 482	1 116 810

(1) En "droits ouverts".

(2) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 2 - L'allocation personnalisée d'autonomie

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. P. A. en établissement (1)	Total
1 Ain	3 510	3 365	6 875
2 Aisne	5 424	3 477	8 901
3 Allier	3 816	4 097	7 913
4 Alpes de Haute-Provence	1 612	1 071	2 683
5 Hautes-Alpes	1 432	958	2 390
6 Alpes-Maritimes	9 728	8 379	18 107
7 Ardèche	3 356	3 882	7 238
8 Ardennes	3 070	1 676	4 746
9 Ariège	3 310	1 381	4 691
10 Aube	2 503	2 369	4 872
11 Aude	4 113	2 323	6 436
12 Aveyron	4 442	3 360	7 802
13 Bouches-du-Rhône	22 180	8 552	30 732
14 Calvados	7 961	4 275	12 236
15 Cantal	2 378	1 621	3 999
16 Charente	4 972	3 964	8 936
17 Charente-Maritime	7 228	3 749	10 977
18 Cher	3 064	2 859	5 923
19 Corrèze	3 190	2 831	6 021
2a Corse du Sud	3 823	478	4 301
2b Haute Corse	2 388	497	2 885
21 Côte-d'Or	4 037	4 245	8 282
22 Côtes-d'Armor	6 165	7 799	13 964
23 Creuse	2 496	1 686	4 182
24 Dordogne	6 622	3 887	10 509
25 Doubs	3 758	2 630	6 388
26 Drôme	3 412	3 168	6 580
27 Eure	3 975	2 616	6 591
28 Eure-et-Loir	2 349	3 189	5 538
29 Finistère	9 107	7 368	16 475
30 Gard	8 927	3 807	12 734
31 Haute-Garonne	11 414	5 375	16 789
32 Gers	4 008	1 680	5 688
33 Gironde	13 726	7 765	21 491
34 Hérault	14 558	6 657	21 215
35 Ille-et-Vilaine	5 368	7 737	13 105
36 Indre	2 974	1 931	4 905
37 Indre-et-Loire	4 620	3 848	8 468
38 Isère	8 810	5 821	14 631
39 Jura	2 436	1 836	4 272
40 Landes	3 631	3 032	6 663
41 Loir-et-Cher	3 285	2 958	6 243
42 Loire	7 528	7 288	14 816
43 Haute-Loire	3 249	2 378	5 627
44 Loire-Atlantique	5 668	9 934	15 602
45 Loiret	4 505	4 541	9 046
46 Lot	3 474	1 588	5 062
47 Lot-et-Garonne	4 283	2 406	6 689
48 Lozère	976	958	1 934
49 Maine-et-Loire	4 209	5 961	10 170
50 Manche	5 062	3 951	9 013
51 Marne	3 962	3 032	6 994
52 Haute-Marne	1 916	1 270	3 186

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. P. A. en établissement (1)	Total
53 Mayenne	2 755	3 351	6 106
54 Meurthe-et-Moselle	7 566	4 502	12 068
55 Meuse	1 532	1 752	3 284
56 Morbihan	5 523	6 387	11 910
57 Moselle	7 377	4 698	12 075
58 Nièvre	3 257	2 208	5 465
59 Nord	25 048	7 928	32 976
60 Oise	3 280	3 800	7 080
61 Orne	3 130	3 116	6 246
62 Pas-de-Calais	21 946	6 749	28 695
63 Puy-de-Dôme	6 565	4 826	11 391
64 Pyrénées-Atlantiques	6 210	4 284	10 494
65 Hautes-Pyrénées	3 831	1 973	5 804
66 Pyrénées-Orientales	4 586	2 797	7 383
67 Bas-Rhin	9 044	6 797	15 841
68 Haut-Rhin	3 580	5 222	8 802
69 Rhône	7 657	7 808	15 465
70 Haute-Saône	2 861	1 459	4 320
71 Saône-et-Loire	6 913	4 868	11 781
72 Sarthe	4 633	4 536	9 169
73 Savoie	3 564	2 773	6 337
74 Haute-Savoie	3 766	2 940	6 706
75 Paris	10 651	11 398	22 049
76 Seine-Maritime	13 394	7 144	20 538
77 Seine-et-Marne	3 775	3 693	7 468
78 Yvelines	4 035	4 349	8 384
79 Deux-Sèvres	3 592	3 549	7 141
80 Somme	6 633	3 240	9 873
81 Tarn	6 668	3 170	9 838
82 Tarn-et-Garonne	4 239	1 550	5 789
83 Var	12 046	5 334	17 380
84 Vaucluse	5 297	3 103	8 400
85 Vendée	3 644	5 581	9 225
86 Vienne	4 130	3 012	7 142
87 Haute-Vienne	4 966	3 451	8 417
88 Vosges	2 859	3 067	5 926
89 Yonne	2 880	3 484	6 364
90 Territoire de Belfort	1 563	939	2 502
91 Essonne	4 950	4 251	9 201
92 Hauts-de-Seine	6 017	6 910	12 927
93 Seine-Saint-Denis	9 018	4 682	13 700
94 Val-de-Marne	5 262	5 661	10 923
95 Val-d'Oise	4 834	4 015	8 849
971 Guadeloupe	9 617	460	10 077
972 Martinique	4 234	925	5 159
973 Guyane	368	64	432
974 Réunion	8 893	700	9 593
TOTAL estimé France hors DOM	539 087	383 863	922 950
Estimation DOM	23 112	2 149	25 261
TOTAL estimé France entière	562 199	386 012	948 211

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 3 – Les aides à domicile

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. C. T. P. + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie
1 Ain	3 510	33	302
2 Aisne	5 424	168 (e)	204
3 Allier	3 816	141	227
4 Alpes de Haute-Provence	1 612	47	118
5 Hautes-Alpes	1 432	20	54
6 Alpes-Maritimes	9 728	628 (e)	474
7 Ardèche	3 356	79	45
8 Ardennes	3 070	168	56
9 Ariège	3 310	63	96
10 Aube	2 503	85	119
11 Aude	4 113	168 (e)	912
12 Aveyron	4 442	83	252
13 Bouches-du-Rhône	22 180	0	1 910
14 Calvados	7 961	6 (e)	421
15 Cantal	2 378	63	89
16 Charente	4 972	125	430
17 Charente-Maritime	7 228	197	295
18 Cher	3 064	227	70
19 Corrèze	3 190	72 (e)	139
2a Corse du Sud	3 823	495	2
2b Haute Corse	2 388	94	247
21 Côte-d'Or	4 037	153	48
22 Côtes-d'Armor	6 165	131 (e)	447
23 Creuse	2 496	94	60
24 Dordogne	6 622	197	158
25 Doubs	3 758	58	120
26 Drôme	3 412	121	214
27 Eure	3 975	163	195
28 Eure-et-loir	2 349	71	36
29 Finistère	9 107	283	1 120
30 Gard	8 927	140 (e)	609
31 Haute-Garonne	11 414	236 (e)	164
32 Gers	4 008	80	340
33 Gironde	13 726	343	904
34 Hérault	14 558	312	142
35 Ille-et-Vilaine	5 368	198	86
36 Indre	2 974	101	72
37 Indre-et-Loire	4 620	72 (e)	186
38 Isère	8 810	238	331
39 Jura	2 436	79	43
40 Landes	3 631	102	388
41 Loir-et-Cher	3 285	37	217
42 Loire	7 528	289	287
43 Haute-Loire	3 249	72 (e)	31
44 Loire-Atlantique	5 668	180	435
45 Loiret	4 505	130	193
46 Lot	3 474	51	173
47 Lot-et-Garonne	4 283	110	376
48 Lozère	976	24	111
49 Maine-et-Loire	4 209	141	261
50 Manche	5 062	202	229
51 Marne	3 962	194	101
52 Haute-Marne	1 916	89 (e)	49

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. C. T. P. + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie
53 Mayenne	2 755	86 (e)	145
54 Meurthe-et-Moselle	7 566	201 (e)	164
55 Meuse	1 532	30	86
56 Morbihan	5 523	147	723
57 Moselle	7 377	378	499
58 Nièvre	3 257	106	74
59 Nord	25 048	609 (e)	486
60 Oise	3 280	100 (e)	232
61 Orne	3 130	119	110
62 Pas-de-Calais	21 946	465	436
63 Puy-de-Dôme	6 565	146	162
64 Pyrénées-Atlantiques	6 210	232	371
65 Hautes-Pyrénées	3 831	100	180
66 Pyrénées-Orientales	4 586	216	872
67 Bas-Rhin	9 044	287	279
68 Haut-Rhin	3 580	218	198
69 Rhône	7 657	472	364
70 Haute-Saône	2 861	61	57
71 Saône-et-Loire	6 913	130 (e)	172
72 Sarthe	4 633	130	205
73 Savoie	3 564	68	59
74 Haute-Savoie	3 766	108	161
75 Paris	10 651	643	1 852
76 Seine-Maritime	13 394	268	528
77 Seine-et-Marne	3 775	273	393
78 Yvelines	4 035	249 (e)	190
79 Deux-Sèvres	3 592	121	510
80 Somme	6 633	216	233
81 Tarn	6 668	163	300
82 Tarn-et-Garonne	4 239	104	80
83 Var	12 046	376	354
84 Vaucluse	5 297	134	206
85 Vendée	3 644	35	280
86 Vienne	4 130	83	201
87 Haute-Vienne	4 966	146 (e)	116
88 Vosges	2 859	133	67
89 Yonne	2 880	156	88
90 Territoire de Belfort	1 563	17	43
91 Essonne	4 950	160	230
92 Hauts-de-Seine	6 017	437 (e)	556
93 Seine-Saint-Denis	9 018	417	248
94 Val-de-Marne	5 262	475 (e)	541
95 Val-d'Oise	4 834	202	298
971 Guadeloupe	9 617	421	0 (e)
972 Martinique	4 234	105	1 426
973 Guyane	368	36	323
974 Réunion	8 893	338	2 192
TOTAL estimé France hors DOM	539 087	16 869	27 937
Estimation DOM	23 112	900	3 941
TOTAL estimé France entière	562 199	17 769	31 878

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(2) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 4 – Les aides en faveur des personnes en établissements

Départements	A. P. A. en établissement (1)	A.S.H. en établissement	A. C. T. P. + 60 ans en établissement (2)
1 Ain	3 365	818	4
2 Aisne	3 477	860 (e)	17 (e)
3 Allier	4 097	1 002	13
4 Alpes de Haute-Provence	1 071	301	1
5 Hautes-Alpes	958	169	1
6 Alpes-Maritimes	8 379	2 482	64 (e)
7 Ardèche	3 882	705	0
8 Ardennes	1 676	426	0
9 Ariège	1 381	435	3
10 Aube	2 369	731	13
11 Aude	2 323	745	17 (e)
12 Aveyron	3 360	824	8
13 Bouches-du-Rhône	8 552	3 761	0
14 Calvados	4 275	1 613	1 (e)
15 Cantal	1 621	452	7
16 Charente	3 964	887	5
17 Charente-Maritime	3 749	1 089	10
18 Cher	2 859	574	24
19 Corrèze	2 831	596	7 (e)
2a Corse du Sud	478	324	0
2b Haute Corse	497	194	122
21 Côte-d'Or	4 245	961	9
22 Côtes-d'Armor	7 799	1 034	13 (e)
23 Creuse	1 686	396	3
24 Dordogne	3 887	1 065	4
25 Doubs	2 630	801	5
26 Drôme	3 168	1 054	20
27 Eure	2 616	837	19
28 Eure-et-loir	3 189	724	18
29 Finistère	7 368	1 834	29
30 Gard	3 807	1 754	14 (e)
31 Haute-Garonne	5 375	924	24 (e)
32 Gers	1 680	468	3
33 Gironde	7 765	1 690	11
34 Hérault	6 657	1 593	11
35 Ille-et-Vilaine	7 737	1 731	38
36 Indre	1 931	454	0
37 Indre-et-Loire	3 848	906	7 (e)
38 Isère	5 821	1 774	18
39 Jura	1 836	530	8
40 Landes	3 032	1 109	0 (e)
41 Loir-et-Cher	2 958	637	8
42 Loire	7 288	1 573	51
43 Haute-Loire	2 378	522	7 (e)
44 Loire-Atlantique	9 934	2 463	47
45 Loiret	4 541	950	15
46 Lot	1 588	464	0
47 Lot-et-Garonne	2 406	739	15
48 Lozère	958	339	7
49 Maine-et-Loire	5 961	1 643	17
50 Manche	3 951	1 437	30
51 Marne	3 032	825	14
52 Haute-Marne	1 270	389	9 (e)

Départements	A. P. A. en établissement (1)	A.S.H. en établissement	A. C. T. P. + 60 ans en établissement (2)
53 Mayenne	3 351	969	9 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	4 502	835	21 (e)
55 Meuse	1 752	341	1
56 Morbihan	6 387	1 220	15
57 Moselle	4 698	1 253	16
58 Nièvre	2 208	682	1
59 Nord	7 928	5 438	62 (e)
60 Oise	3 800	887 (e)	10 (e)
61 Orne	3 116	823	11
62 Pas-de-Calais	6 749	3 095	18
63 Puy-de-Dôme	4 826	1 309	16
64 Pyrénées-Atlantiques	4 284	1 682	22
65 Hautes-Pyrénées	1 973	915	2
66 Pyrénées-Orientales	2 797	679	12
67 Bas-Rhin	6 797	1 417	44
68 Haut-Rhin	5 222	1 237	16
69 Rhône	7 808	2 878	50
70 Haute-Saône	1 459	323	0
71 Saône-et-Loire	4 868	1 213	13 (e)
72 Sarthe	4 536	918	8
73 Savoie	2 773	566	3
74 Haute-Savoie	2 940	719	0
75 Paris	11 398	5 957	88
76 Seine-Maritime	7 144	2 251	42
77 Seine-et-Marne	3 693	1 904	0
78 Yvelines	4 349	1 258	25 (e)
79 Deux-Sèvres	3 549	786	18
80 Somme	3 240	1 390	7
81 Tarn	3 170	609	35
82 Tarn-et-Garonne	1 550	439	0
83 Var	5 334	2 063	14
84 Vaucluse	3 103	809	3
85 Vendée	5 581	1 242	114
86 Vienne	3 012	596	1
87 Haute-Vienne	3 451	742	15 (e)
88 Vosges	3 067	724	37
89 Yonne	3 484	768	30
90 Territoire de Belfort	939	157	0
91 Essonne	4 251	1 327	11
92 Hauts-de-Seine	6 910	2 548	45 (e)
93 Seine-Saint-Denis	4 682	2 272	24
94 Val-de-Marne	5 661	1 852	49 (e)
95 Val-d'Oise	4 015	1 503	26
971 Guadeloupe	460	649	2
972 Martinique	925	1 079	0
973 Guyane	64	165	0
974 Réunion	700	632 (e)	13
TOTAL estimé France hors DOM	383 863	113 203	1 728
Estimation DOM	2 149	2 525	15
TOTAL estimé France entière	386 012	115 729	1 743

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(2) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 5 – Les différentes structures d'hébergement

Départements	Logement-foyer	Maison de retraite, Hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
1 Ain	0	675	143	818
2 Aisne	0	747 (e)	112 (e)	860 (e)
3 Allier	0	816	186	1 002
4 Alpes de Haute-Provence	7	243	51	301
5 Hautes-Alpes	0	119	50	169
6 Alpes-Maritimes	0	2 122	360	2 482
7 Ardèche	0	564	141	705
8 Ardennes	0	359	67	426
9 Ariège	0	435	0	435
10 Aube	14 (e)	615	102 (e)	731 (e)
11 Aude	6	521 (e)	218 (e)	745 (e)
12 Aveyron	14	587	223	824
13 Bouches-du-Rhône	270	1 699 (e)	1 792 (e)	3 761 (e)
14 Calvados	0 (e)	1 291 (e)	322 (e)	1 613 (e)
15 Cantal	2	343	107	452
16 Charente	0	690	197	887
17 Charente-Maritime	58	873	158	1 089
18 Cher	3	421	150	574
19 Corrèze	76 (e)	63 (e)	457 (e)	596 (e)
2a Corse du Sud	19	139	166	324
2b Haute Corse	65	99	30	194
21 Côte-d'Or	59	823	79	961
22 Côtes-d'Armor	0	920	114	1 034
23 Creuse	0	294	102	396
24 Dordogne	0	987	78	1 065
25 Doubs	44	592	165	801
26 Drôme	0	717	337	1 054
27 Eure	2	758	77	837
28 Eure-et-loir	2	587	135	724
29 Finistère	0 (e)	1 525 (e)	309 (e)	1 834 (e)
30 Gard	38 (e)	1 407 (e)	309 (e)	1 754 (e)
31 Haute-Garonne	42	762	120	924
32 Gers	0	381	87	468
33 Gironde	0	1 410	280	1 690
34 Hérault	0 (e)	1 157 (e)	436 (e)	1 593 (e)
35 Ille-et-Vilaine	0	1 731	0	1 731
36 Indre	5	389 (e)	60 (e)	454 (e)
37 Indre-et-Loire	0 (e)	751 (e)	155 (e)	906 (e)
38 Isère	150	1 097	527	1 774
39 Jura	24	389 (e)	117 (e)	530 (e)
40 Landes	0	948	161	1 109
41 Loir-et-Cher	4	471	162	637
42 Loire	66	1 294	213	1 573
43 Haute-Loire	3	435	84	522
44 Loire-Atlantique	0	2 068	395	2 463
45 Loiret	4 (e)	844 (e)	102 (e)	950 (e)
46 Lot	49	321	94	464
47 Lot-et-Garonne	0	665	74	739
48 Lozère	0	320	19	339
49 Maine-et-Loire	16	1 453 (e)	174 (e)	1 643 (e)
50 Manche	15	1 422	0	1 437
51 Marne	0	645	180	825
52 Haute-Marne	6	330	53	389

Départements	Logement-foyer	Maison de retraite, Hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
53 Mayenne	45	924	0	969
54 Meurthe-et-Moselle	0	675	160	835
55 Meuse	0	291	50	341
56 Morbihan	130	769	321	1 220
57 Moselle	0	1 014	239	1 253
58 Nièvre	14	551	117	682
59 Nord	401	4 646	391	5 438
60 Oise	0 (e)	593 (e)	294 (e)	887 (e)
61 Orne	0	823	0	823
62 Pas-de-Calais	108	2 285	702	3 095
63 Puy-de-Dôme	10	1 061	238	1 309
64 Pyrénées-Atlantiques	97	1 378	207	1 682
65 Hautes-Pyrénées	0	915	0	915
66 Pyrénées-Orientales	0	555	124	679
67 Bas-Rhin	0 (e)	1 135 (e)	282 (e)	1 417 (e)
68 Haut-Rhin	0	1 016	221	1 237
69 Rhône	153	1 945	780	2 878
70 Haute-Saône	0 (e)	310 (e)	13 (e)	323 (e)
71 Saône-et-Loire	0	1 100	113	1 213
72 Sarthe	0	730	188	918
73 Savoie	39	458	69	566
74 Haute-Savoie	49	544	126	719
75 Paris	572	3 834	1 551	5 957
76 Seine-Maritime	21	1 877	353	2 251
77 Seine-et-Marne	0	761	1 143	1 904
78 Yvelines	28	922 (e)	308 (e)	1 258 (e)
79 Deux-Sèvres	0	638	148	786
80 Somme	1	1 085	304	1 390
81 Tarn	17	481 (e)	111 (e)	609 (e)
82 Tarn-et-Garonne	0	405	34	439
83 Var	158	1 633	272	2 063
84 Vaucluse	57	640	112	809
85 Vendée	0	1 063	179	1 242
86 Vienne	0	447	149	596
87 Haute-Vienne	24	526 (e)	192 (e)	742 (e)
88 Vosges	0	667	57	724
89 Yonne	0	703	65	768
90 Territoire de Belfort	0	108	49	157
91 Essonne	57	987	283	1 327
92 Hauts-de-Seine	142	2 406	0 (e)	2 548 (e)
93 Seine-Saint-Denis	164	1 905	203	2 272
94 Val-de-Marne	69	1 151	632	1 852
95 Val-d'Oise	74	1 033	396	1 503
971 Guadeloupe	0	502	147	649
972 Martinique	62	816	201	1 079
973 Guyane	0	165	0	165
974 Réunion	0 (e)	603 (e)	30 (e)	632 (e)

TOTAL estimé France hors DOM	3 493	88 305	21 406	113 203
Estimation DOM	62	2 086	378	2 525
TOTAL estimé France entière	3 555	90 390	21 783	115 729

(e) Données estimées.

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Tableau 1 – Les différentes aides : ACTP des personnes de moins de 60 ans, aides ménagères ou auxiliaires de vie, aide sociale à l'hébergement, accueil de jour, accueil par des particuliers.

Tableau 2 – Les aides à domicile : aides ménagères ou auxiliaires de vie, ACTP des personnes de moins de 60 ans à domicile.

Tableau 3 – Les aides en faveur des personnes en établissements : aide sociale à l'hébergement, ACTP en établissement des personnes de moins de 60 ans.

Tableau 4 – Les différentes structures d'hébergement : foyer d'hébergement, foyer occupationnel, maison de retraite, hospice et unité de soins longue durée, foyer d'accueil médicalisé pour les adultes lourdement handicapés.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 1 - Les différentes aides

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de - 60 ans (1)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	Hébergement en établissement	Accueil de jour	Accueil par des particuliers	Total
1 Ain	767	116	775	87	6	1 751
2 Aisne	1 196	28	886	146	17	2 273
3 Allier	603	59	502	72	88	1 324
4 Alpes de Haute-Provence	206	103	161	21	0 (e)	491 (e)
5 Hautes-Alpes	229	40	167	32	2	470
6 Alpes-Maritimes	2 342	110	955	200	13	3 620
7 Ardèche	429	85 (e)	465	25	8	1 012 (e)
8 Ardennes	835	99	426	9	33	1 402
9 Ariège	344	8	264	0	4	620
10 Aube	410	136	450	112 (e)	58	1 166 (e)
11 Aude	913	249	635	25	12	1 834
12 Aveyron	401	55	462	46 (e)	1	965 (e)
13 Bouches-du-Rhône	3 013	161	2 286	248	10	5 718
14 Calvados	1 629	280	1 004	454	88	3 455
15 Cantal	249	33	410	3	12	707
16 Charente	730	181	575	74	44	1 604
17 Charente-Maritime	934	274	1 108	87	180	2 583
18 Cher	904	40	494	34	107	1 579
19 Corrèze	408 (e)	0	379 (e)	45 (e)	0 (e)	832 (e)
2a Corse du Sud	769	18	89	0	0	876
2b Haute Corse	418	136	24	24	15	617
21 Côte-d'Or	986	4	876	63	70	1 999
22 Côtes-d'Armor	975	148	762	53	0 (e)	1 938 (e)
23 Creuse	354	3	262	1	14	634
24 Dordogne	745	45	675	57	0	1 522
25 Doubs	943	83	623	25	22	1 696
26 Drôme	760	63	814	91	71	1 799
27 Eure	1 259	150	808	74	190	2 481
28 Eure-et-Loir	656	4	753	30	35	1 478
29 Finistère	1 894	890	2 258	263 (e)	54	5 359 (e)
30 Gard	695 (e)	487	969	0 (e)	31 (e)	2 182 (e)
31 Haute-Garonne	1 632	120	1 732	0 (e)	10	3 494 (e)
32 Gers	300	245	373	0	28	946
33 Gironde	2 475	626	1 663	350	87	5 201
34 Hérault	1 581	476	1 130	171	17	3 375
35 Ille-et-Vilaine	1 767	326	1 400	64	107	3 664
36 Indre	543	26 (e)	479	0 (e)	21	1 069 (e)
37 Indre-et-Loire	770 (e)	256 (e)	971	161	44	2 202 (e)
38 Isère	1 525	204 (e)	1 768 (e)	332	75	3 904 (e)
39 Jura	366	3	482	2	15	868
40 Landes	431	159	597	23	9	1 219
41 Loir-et-Cher	561	107	652	96	34	1 450
42 Loire	2 110	361	1 290	386	14	4 161
43 Haute-Loire	412	38	481	15	22	968
44 Loire-Atlantique	1 395	522	1 651	339	121	4 028
45 Loiret	1 027	220	1 101 (e)	106	89	2 543 (e)
46 Lot	323	32	411	0	0	766
47 Lot-et-Garonne	605	201	669	85	42	1 602
48 Lozère	165	10	219	7	0	401
49 Maine-et-Loire	1 124	163	1 055	119	78	2 539
50 Manche	1 150	259	757	103	68	2 337
51 Marne	1 710	116	632	73	60	2 591
52 Haute-Marne	636	0	302	0	16	954

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de - 60 ans (1)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	Hébergement en établissement	Accueil de jour	Accueil par des particuliers	Total
53 Mayenne	500	90	593	119	5	1 307
54 Meurthe-et-Moselle	1 424	203	772	187	22	2 608
55 Meuse	342	7	274	13	19	655
56 Morbihan	1 122	359	667	469	41	2 658
57 Moselle	1 691	358	941	0	60	3 050
58 Nièvre	600	47	444	64	22	1 177
59 Nord	4 619 (e)	354 (e)	3 858	772 (e)	198	9 801 (e)
60 Oise	1 291 (e)	79	1 261	68	97	2 796 (e)
61 Orne	564	111	572	0	35	1 282
62 Pas-de-Calais	2 663	251	2 244	743	150	6 051
63 Puy-de-Dôme	1 011	87	1 061	184	100	2 443
64 Pyrénées-Atlantiques	1 026	299	828	156	57	2 366
65 Hautes-Pyrénées	527	191	434	19	1	1 172
66 Pyrénées-Orientales	850	538	445	31	3	1 867
67 Bas-Rhin	1 917	87	1 497	184	80	3 765
68 Haut-Rhin	1 263	151	1 195	94	19	2 722
69 Rhône	3 177	322	2 531	710	36	6 776
70 Haute-Saône	363	7	296	82	8	756
71 Saône-et-Loire	972	60	1 897	213	1	3 143
72 Sarthe	866	205	828	84	140	2 123
73 Savoie	663	153	575	70	2	1 463
74 Haute-Savoie	710	95	856	137	1	1 799
75 Paris	4 142	720	2 489	384	44	7 779
76 Seine-Maritime	4 202	117	1 968	674	221	7 182
77 Seine-et-Marne	2 110	115	1 748	52 (e)	76 (e)	4 101 (e)
78 Yvelines	1 960 (e)	24	2 431	74 (e)	38	4 528 (e)
79 Deux-Sèvres	670	260	788	20	51	1 789
80 Somme	1 437	84	898	193	166	2 778
81 Tarn	596	115	726	248	12	1 697
82 Tarn-et-Garonne	444	51 (e)	467	32	11	1 005 (e)
83 Var	1 481	127	868	144	8	2 628
84 Vaucluse	713	164	520	42	3	1 442
85 Vendée	628	287	928	128	29	2 000
86 Vienne	509	91	554	112	117	1 383
87 Haute-Vienne	692 (e)	128	729	74	5	1 628 (e)
88 Vosges	857	62	699	28	21	1 667
89 Yonne	949	15 (e)	846	83	70	1 963 (e)
90 Territoire de Belfort	153	44	117	37	8	359
91 Essonne	1 863	135	1 282	262	47	3 589
92 Hauts-de-Seine	3 294 (e)	131	2 313	583	43	6 364 (e)
93 Seine-Saint-Denis	2 867	276	1 401	308	12	4 864
94 Val-de-Marne	3 257 (e)	646	1 145	248	42	5 338 (e)
95 Val-d'Oise	1 960	16	1 043	268	5	3 292
971 Guadeloupe	981	0	288	252 (e)	60	1 581 (e)
972 Martinique	1 089	0 (e)	67	0	16	1 172 (e)
973 Guyane	215	7	8	44	0	274
974 Réunion	2 263	306	313 (e)	9 (e)	0	2 891 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	112 549	16 220	89 161	13 227	4 268	235 425
Estimation DOM	4 548	313	676	305	76	5 918
TOTAL estimé France entière	117 097	16 533	89 837	13 532	4 344	241 343

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 2 - Les aides à domicile

Départements	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	A.C.T.P. - 60 ans à domicile (1)
1 Ain	116	587
2 Aisne	28	1 079
3 Allier	59	563
4 Alpes de Haute-Provence	103	162
5 Hautes-Alpes	40	219
6 Alpes-Maritimes	110	1 940 (e)
7 Ardèche	85 (e)	429
8 Ardennes	99	835
9 Ariège	8	286
10 Aube	136	348
11 Aude	249	756 (e)
12 Aveyron	55	385
13 Bouches-du-Rhône	161	2 496 (e)
14 Calvados	280	1 234
15 Cantal	33	231
16 Charente	181	603
17 Charente-Maritime	274	725
18 Cher	40	771
19 Corrèze	0	338 (e)
2a Corse du Sud	18	769
2b Haute Corse	136	401
21 Côte-d'Or	4	854
22 Côtes-d'Armor	148	808 (e)
23 Creuse	3	342
24 Dordogne	45	678
25 Doubs	83	774
26 Drôme	63	568
27 Eure	150	994
28 Eure-et-loir	4	478
29 Finistère	890	1 237
30 Gard	487	576 (e)
31 Haute-Garonne	120	1 352 (e)
32 Gers	245	273
33 Gironde	626	1 946
34 Hérault	476	1 362
35 Ille-et-Vilaine	326	1 102
36 Indre	26 (e)	543
37 Indre-et-Loire	256 (e)	638 (e)
38 Isère	204 (e)	1 246
39 Jura	3	249
40 Landes	159	431
41 Loir-et-Cher	107	450
42 Loire	361	1 540
43 Haute-Loire	38	341 (e)
44 Loire-Atlantique	522	1 186
45 Loiret	220	853
46 Lot	32	321
47 Lot-et-Garonne	201	522
48 Lozère	10	142
49 Maine-et-Loire	163	961
50 Manche	259	907
51 Marne	116	1 349
52 Haute-Marne	0	527 (e)

Départements	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	A.C.T.P. - 60 ans à domicile (1)
53 Mayenne	90	414 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	203	1 180 (e)
55 Meuse	7	282
56 Morbihan	359	1 108
57 Moselle	358	1 496
58 Nièvre	47	506
59 Nord	354 (e)	3 826 (e)
60 Oise	79	1 069 (e)
61 Orne	111	540
62 Pas-de-Calais	251	2 389
63 Puy-de-Dôme	87	809
64 Pyrénées-Atlantiques	299	903
65 Hautes-Pyrénées	191	520
66 Pyrénées-Orientales	538	771
67 Bas-Rhin	87	1 498
68 Haut-Rhin	151	1 256
69 Rhône	322	1 988
70 Haute-Saône	7	329
71 Saône-et-Loire	60	805 (e)
72 Sarthe	205	723
73 Savoie	153	471
74 Haute-Savoie	95	710
75 Paris	720	3 318
76 Seine-Maritime	117	3 319
77 Seine-et-Marne	115	2 105
78 Yvelines	24	1 624 (e)
79 Deux-Sèvres	260	525
80 Somme	84	1 305
81 Tarn	115	573
82 Tarn-et-Garonne	51 (e)	444
83 Var	127	1 194
84 Vaucluse	164	648
85 Vendée	287	625
86 Vienne	91	389
87 Haute-Vienne	128	573 (e)
88 Vosges	62	679
89 Yonne	15 (e)	786
90 Territoire de Belfort	44	139
91 Essonne	135	1 389
92 Hauts-de-Seine	131	2 729 (e)
93 Seine-Saint-Denis	276	2 239
94 Val-de-Marne	646	2 698 (e)
95 Val-d'Oise	16	1 631
971 Guadeloupe	0	690
972 Martinique	0 (e)	1 085
973 Guyane	7	215
974 Réunion	306	2 136
TOTAL estimé France hors DOM	16 220	93 231
Estimation DOM	313	4 126
TOTAL estimé France entière	16 533	97 357

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 3 - Les aides en faveur des personnes en établissements

Départements	Hébergement en établissement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
1 Ain	775	180
2 Aisne	886	117
3 Allier	502	40
4 Alpes de Haute-Provence	161	44
5 Hautes-Alpes	167	10
6 Alpes-Maritimes	955	402 (e)
7 Ardèche	465	0
8 Ardennes	426	0
9 Ariège	264	58
10 Aube	450	62
11 Aude	635	157 (e)
12 Aveyron	462	16
13 Bouches-du-Rhône	2 286	517 (e)
14 Calvados	1 004	395
15 Cantal	410	18
16 Charente	575	127
17 Charente-Maritime	1 108	209
18 Cher	494	133
19 Corrèze	379 (e)	70 (e)
2a Corse du Sud	89	0
2b Haute Corse	24	17
21 Côte-d'Or	876	132
22 Côtes-d'Armor	762	167 (e)
23 Creuse	262	12
24 Dordogne	675	67
25 Doubs	623	169
26 Drôme	814	192
27 Eure	808	265
28 Eure-et-Loir	753	178
29 Finistère	2 258	657
30 Gard	969	119 (e)
31 Haute-Garonne	1 732	280 (e)
32 Gers	373	27
33 Gironde	1 663	529
34 Hérault	1 130	219
35 Ille-et-Vilaine	1 400	665
36 Indre	479	0
37 Indre-et-Loire	971	132 (e)
38 Isère	1 768 (e)	279
39 Jura	482	117
40 Landes	597	0
41 Loir-et-Cher	652	111
42 Loire	1 290	570
43 Haute-Loire	481	71 (e)
44 Loire-Atlantique	1 651	209
45 Loiret	1 101 (e)	174
46 Lot	411	2
47 Lot-et-Garonne	669	83
48 Lozère	219	23
49 Maine-et-Loire	1 055	163
50 Manche	757	243
51 Marne	632	361
52 Haute-Marne	302	109 (e)

Départements	Hébergement en établissement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
53 Mayenne	593	86 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	772	244 (e)
55 Meuse	274	60
56 Morbihan	667	14
57 Moselle	941	195
58 Nièvre	444	94
59 Nord	3 858	793 (e)
60 Oise	1 261	222 (e)
61 Orne	572	24
62 Pas-de-Calais	2 244	274
63 Puy-de-Dôme	1 061	202
64 Pyrénées-Atlantiques	828	123
65 Hautes-Pyrénées	434	7
66 Pyrénées-Orientales	445	79
67 Bas-Rhin	1 497	419
68 Haut-Rhin	1 195	7
69 Rhône	2 531	1 189
70 Haute-Saône	296	34
71 Saône-et-Loire	1 897	167 (e)
72 Sarthe	828	143
73 Savoie	575	192
74 Haute-Savoie	856	0
75 Paris	2 489	824
76 Seine-Maritime	1 968	883
77 Seine-et-Marne	1 748	5
78 Yvelines	2 431	336 (e)
79 Deux-Sèvres	788	145
80 Somme	898	132
81 Tarn	726	23
82 Tarn-et-Garonne	467	0
83 Var	868	287
84 Vaucluse	520	65
85 Vendée	928	3
86 Vienne	554	120
87 Haute-Vienne	729	119 (e)
88 Vosges	699	178
89 Yonne	846	163
90 Territoire de Belfort	117	14
91 Essonne	1 282	474
92 Hauts-de-Seine	2 313	565 (e)
93 Seine-Saint-Denis	1 401	628
94 Val-de-Marne	1 145	559 (e)
95 Val-d'Oise	1 043	329
971 Guadeloupe	288	291
972 Martinique	67	4
973 Guyane	8	0
974 Réunion	313 (e)	127
TOTAL estimé France hors DOM	89 161	19 318
Estimation DOM	676	422
TOTAL estimé France entière	89 837	19 740

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2005 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 4 - Les différentes structures d'hébergement

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupationnel en pension complète	Maison de retraite, Hospice, Unité de soins longue durée	Foyer d'accueil médicalisé	Total Hébergement en établissement
1 Ain	483	95	44	153	775
2 Aisne	541	213	45	87	886
3 Allier	194	228	43	37	502
4 Alpes de Haute-Provence	110	38	2	11	161
5 Hautes-Alpes	87	49	9	22	167
6 Alpes-Maritimes	841	0 (e)	114	0	955 (e)
7 Ardèche	248	203	0	14	465
8 Ardennes	125	284	17	0	426
9 Ariège	137	49	17	61	264
10 Aube	174 (e)	220 (e)	50 (e)	6 (e)	450 (e)
11 Aude	456	87	17	75	635
12 Aveyron	287	152	4	19	462
13 Bouches-du-Rhône	1 012	971	192	111 (e)	2 286 (e)
14 Calvados	414	254	130	206	1 004
15 Cantal	261	72	38	39	410
16 Charente	253	161	74	87	575
17 Charente-Maritime	492	429	101	86	1 108
18 Cher	224	166	22	82	494
19 Corrèze	186 (e)	193 (e)	0 (e)	0 (e)	379 (e)
2a Corse du Sud	89	0	0	0	89
2b Haute Corse	3	1	20	0	24
21 Côte-d'Or	463	180	86	147	876
22 Côtes-d'Armor	218	348	30	166	762
23 Creuse	186	46	0	30	262
24 Dordogne	310	317	48	0	675
25 Doubs	330	223	37	33	623
26 Drôme	304	345	67	98	814
27 Eure	272	357	88	91	808
28 Eure-et-Loir	230	333	51	139	753
29 Finistère	1 196 (e)	634 (e)	131 (e)	298 (e)	2 258 (e)
30 Gard	381	352 (e)	107	129 (e)	969 (e)
31 Haute-Garonne	530	859	90	253	1 732
32 Gers	137	138	21	77	373
33 Gironde	365	525	431	342	1 663
34 Hérault	459	371	113	187	1 130
35 Ille-et-Vilaine	486	537	119	258	1 400
36 Indre	192	257	6	24	479
37 Indre-et-Loire	414	378	112	67 (e)	971 (e)
38 Isère	897 (e)	417 (e)	362 (e)	92 (e)	1 768 (e)
39 Jura	242	204	32	4	482
40 Landes	286	233	18	60	597
41 Loir-et-Cher	293 (e)	280	52	28 (e)	652 (e)
42 Loire	671	342	171	106	1 290
43 Haute-Loire	263	33	43	142	481
44 Loire-Atlantique	359	850	129	313	1 651
45 Loiret	464 (e)	484 (e)	79 (e)	74 (e)	1 101 (e)
46 Lot	241	157	13	0	411
47 Lot-et-Garonne	240	318	46	65	669
48 Lozère	121	77	3	18	219
49 Maine-et-Loire	360	457	150	88	1 055
50 Manche	369	266	78	44	757
51 Marne	234	279	66	53	632
52 Haute-Marne	251	24	27	0	302

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupationnel en pension complète	Maison de retraite Hospice Unité de soins longue durée	Foyer d'accueil médicalisé	Total Hébergement en établissement
53 Mayenne	329	161	70	33	593
54 Meurthe-et-Moselle	330	298	71	73	772
55 Meuse	87	113	21	53	274
56 Morbihan	260	25	81	301	667
57 Moselle	505	213	46	177	941
58 Nièvre	143	200	46	55	444
59 Nord	1 384	2 147	145	182	3 858
60 Oise	652	462	70	77	1 261
61 Orne	317	155	90	10	572
62 Pas-de-Calais	943	883	140	278	2 244
63 Puy-de-Dôme	445	408	123	85	1 061
64 Pyrénées-Atlantiques	416	326	65	21	828
65 Hautes-Pyrénées	186	178	70	0	434
66 Pyrénées-Orientales	218	187	40	0	445
67 Bas-Rhin	498 (e)	610 (e)	79	310	1 497 (e)
68 Haut-Rhin	360	525	187	123	1 195
69 Rhône	1 270	840	34	387	2 531
70 Haute-Saône	83	200	13	0	296
71 Saône-et-Loire	754	508	425	210	1 897
72 Sarthe	303	384	86	55	828
73 Savoie	353	90	30	102	575
74 Haute-Savoie	463	234	38 (e)	121	856 (e)
75 Paris	765	1 037	470	217	2 489
76 Seine-Maritime	474	967	88	439	1 968
77 Seine-et-Marne	2	1 461	190	95	1 748
78 Yvelines	672	860	463	436	2 431
79 Deux-Sèvres	350	384	0	54	788
80 Somme	324	503	71	0	898
81 Tarn	308	332 (e)	50	37 (e)	726 (e)
82 Tarn-et-Garonne	134	276	19	38	467
83 Var	283	383	84	118	868
84 Vaucluse	251	229	39	1	520
85 Vendée	238	556	64	70	928
86 Vienne	314	144	51	45	554
87 Haute-Vienne	296	383	31	19	729
88 Vosges	268	285	91	55	699
89 Yonne	237	468	82	59	846
90 Territoire de Belfort	92	13	8	4	117
91 Essonne	467	740	75	0	1 282
92 Hauts-de-Seine	1 088 (e)	955 (e)	246 (e)	24 (e)	2 313 (e)
93 Seine-Saint-Denis	404	747	114	136	1 401
94 Val-de-Marne	468	615	62	0	1 145
95 Val-d'Oise	437	354	119	133	1 043
971 Guadeloupe	0	248	30	10	288
972 Martinique	21	32	12	2	67
973 Guyane	5	3	0	0	8
974 Réunion	70 (e)	160 (e)	25 (e)	58 (e)	313 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	36 551	35 326	8 132	9 152	89 161
Estimation DOM	96	443	67	70	676
TOTAL estimé France entière	36 647	35 769	8 199	9 222	89 837

(e) Données estimées.

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Tableau 1 – Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : pupilles, par délégation de l'autorité parentale, par mesure de tutelle, retrait partiel, placement par le juge au titre de l'Ase, accueil provisoire de mineurs, accueil provisoire de jeunes majeurs.

Tableau 2 – Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : mesures administratives, mesures judiciaires.

Tableau 3 – Placements directs par le juge : placement auprès d'un tiers, placement auprès d'un établissement, délégation de l'autorité parentale.

Tableau 4 – Enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance : enfants confiés, placements directs par le juge.

Tableau 5 – Actions éducatives : actions éducatives à domicile, actions éducatives en milieu ouvert.

Tableau 6 – Enfants confiés à l'ASE : répartition par mode d'hébergement.

Tableau 7 – Enfants placés en établissements : établissements d'éducation spéciale, maison d'enfants à caractère social, foyers de l'enfance, pouponnières à caractère social, établissements sanitaires, lieux de vie.

Tableau 8 – Enfants confiés à l'ASE : répartition par âge.

**Tableau 1 – Enfants confiés à l'ASE par types de mesure
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 – France métropolitaine et DOM**

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (Juge)	A.P. Mineurs (2)	A.P. J. Majeurs (3)	Total enfants confiés
1 Ain	17	14	7	0	598	133	114	883
2 Aisne	26	92	30	0	1 096	70	137	1 451
3 Allier	10	14	35	0	661	23	120	863
4 Alpes de Hte Prov.	3	5	10	0	168	21	28	235
5 Hautes Alpes	2	1	3	0	70	12	25	113
6 Alpes Maritimes	39	46	17	0	718	105	124	1 049
7 Ardèche	3	3	8	0	250	55	68	387
8 Ardennes	12	23	23	4	576	17	122	777
9 Ariège	2	1	22	0	266	34	5	330
10 Aube	16	24	23	0	459	113	106	741
11 Aude	14	11	0	0	533	101	90	749
12 Aveyron	4	29	17	0	317	82	58	507
13 Bouches du Rhône	64	43	147	0	1 806	96	412	2 568
14 Calvados	22	26	60	0	1 385	114	250	1 857
15 Cantal	2	2	2	0	121	10	14	151
16 Charente	21	41	31	0	509	25	111	738
17 Charente Maritime	9	53	25	0	713	156	155	1 111
18 Cher	16	43	22	1	585	159	99	925
19 Corrèze	2	12	27	0	225	15	51	332
2A Corse du Sud	4	0	4	0	101	33	12	154
2B Haute Corse	1	3	1	0	97	17	21	140
21 Côte d'Or	34	15	56	0	708	224	122	1 159
22 Côtes d'Armor	17	7	23	0	872	87	125	1 131
23 Creuse	0	9	6	0	209	4	51	279
24 Dordogne	11	16	17	0	457	92	69	662
25 Doubs	8	16	25	0	786	62	137	1 034
26 Drome	4	26	9	0	555	57	106	757
27 Eure	19	33	45	0	896	116	192	1 301
28 Eure et loir	8	20	21	0	634	178	92	953
29 Finistère	6	47	32	0	1 545	69	358	2 057
30 Gard	30	26	25	0	772	334	147	1 334
31 Haute Garonne	34 (e)	27 (e)	54 (e)	0 (e)	1 011 (e)	242 (e)	151 (e)	1 519 (e)
32 Gers	4	25	3	0	188	28	37	285
33 Gironde	39	92	68	0	1 416	818	467	2 900
34 Hérault	41	47	48	2	1 468	181	191	1 978
35 Ille et Vilaine	37	64	54	0	1 359	162	306	1 982
36 Indre	11	3	12	0	358	60	27	471
37 Indre et Loire	10	31	39	0	882	79	123	1 164
38 Isère	52 (e)	52 (e)	60 (e)	0 (e)	1 034 (e)	264 (e)	230 (e)	1 692 (e)
39 Jura	5	5	8	0	448	40	84	590
40 Landes	15	17	6	0	508	263	144	953
41 Loir et Cher	5	17	17	0	381	40	75	535
42 Loire	25	26	26	0	906	48	163	1 194
43 Haute Loire	1	2	5	0	175	18	27	228
44 Loire Atlantique	33	51	41	0	1 181	131	230	1 667
45 Loiret	20	15	32	0	914	97	171	1 249
46 Lot	1	5	3	0	146	27	23	205
47 Lot et Garonne	9	9	12	0	255	24	40	349
48 Lozère	1	0	1	0	46	17	7	72
49 Maine et Loire	19	21	36	12	1 175	89	162	1 514
50 Manche	16	12	31	0	641	62	80	842
51 Marne	27	25	34	3	934	91	124	1 238
52 Haute Marne	9	4	8	0	467	4	34	526

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P (2) mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
53 Mayenne	0	3	4	0	447	111	49	614
54 Meurthe et Moselle	52	55	27	0	1 038	40	179	1 391
55 Meuse	5	1	22	0	526	15	40	609
56 Morbihan	29	25	27	0	667	63	124	935
57 Moselle	51	42	85	0	1 037	37	207	1 459
58 Nièvre	9	15	13	0	411	76	114	638
59 Nord	198	254	197	0	7 262	434	1 153	9 498
60 Oise	39	47	48	0	1 228	46	265	1 673
61 Orne	13	1	19	0	648	97	81	859
62 Pas de Calais	128	176	89	0	3 894	161	567	5 015
63 Puy de Dôme	23	38	33	0	489	93	148	824
64 Pyrénées Atlantiques	5	26	16	0	517	214	129	907
65 Hautes Pyrénées	1	3	8	0	288	51	58	409
66 Pyrénées Orientales	5	23	19	0	582	67	43	739
67 Bas Rhin	47	39	80	0	1 558	89	164	1 977
68 Haut Rhin	43	37	52	0	722	118	58	1 030
69 Rhône	61	21	101	0	1 396	318	154	2 051
70 Haute Saône	1	22	9	0	428	28	66	554
71 Saône et Loire	15	19	45	0	575	155	82	891
72 Sarthe	14	20	8	0	735	118	102	997
73 Savoie	4	9	30	0	556	145	81	825
74 Haute Savoie	16	36	29	0	620	80	104	885
75 Paris	147	27	186	0	2 445	527	1 097	4 429
76 Seine Maritime	60	87	81	0	2 103	134	482	2 947
77 Seine et Marne	40	103	56	0	1 691	183	257	2 330
78 Yvelines	25	23	39	0	1 393	183	259	1 922
79 Deux Sèvres	3	30	14	0	472	32	121	672
80 Somme	13	34	66	0	1 205	44	197	1 559
81 Tarn	17	3	20	0	461	89	139	729
82 Tarn et Garonne	2	0	17	0	160	59	43	281
83 Var	34	83	61	0	611	67	110	966
84 Vaucluse	20	35	25	0	553	60	118	811
85 Vendée	7	9	13	0	529	77	120	755
86 Vienne	10	6	28	4	666	91	193	998
87 Haute Vienne	14	6	79	0 (e)	404	36	92	631 (e)
88 Vosges	6	14	16	0	365	52	41	494
89 Yonne	11	23	25	0	701	49	127	936
90 Territoire de Belfort	2	5	4	0	195	14	17	237
91 Essonne	47	26	110	0	1 349	268	575	2 375
92 Hauts de Seine	107	42	78	0	1 450	291	535	2 503
93 Seine Saint Denis	123	118	160	0	1 974	326	775	3 476
94 Val de Marne	70	52	83	0	951	197	416	1 769
95 Val d'Oise	50	40	61	0	1 044	139	231	1 565
971 Guadeloupe	20	8	57	0	614	92	137	928
972 Martinique	12	16	6	0	633	227	96	990
973 Guyane	11	23	26	0	238	37	42	377
974 Réunion	77	103	60	8	1 347	197	165	1 957
TOTAL France hors DOM	2 407	2 929	3 554	26	80 927	10 873	16 330	117 046
Estimation DOM	120	150	149	8	2 832	553	440	4 252
TOTAL France entière	2 527	3 079	3 703	34	83 759	11 426	16 770	121 298

(1) Délégation de l'autorité parentale

(2) Accueil provisoire de mineurs

(3) Accueil provisoire de jeunes majeurs

(e) valeur estimée

**Tableau 2 - Enfants confiés à l'ASE : mesures administratives et judiciaires
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM**

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
1 Ain	264	619	883
2 Aisne	233	1 218	1 451
3 Allier	153	710	863
4 Alpes de Haute Provence	52	183	235
5 Hautes Alpes	39	74	113
6 Alpes Maritimes	268	781	1 049
7 Ardèche	126	261	387
8 Ardennes	151	626	777
9 Ariège	41	289	330
10 Aube	235	506	741
11 Aude	205	544	749
12 Aveyron	144	363	507
13 Bouches du Rhône	572	1 996	2 568
14 Calvados	386	1 471	1 857
15 Cantal	26	125	151
16 Charente	157	581	738
17 Charente Maritime	320	791	1 111
18 Cher	274	651	925
19 Corrèze	68	264	332
2A Corse du Sud	49	105	154
2B Haute Corse	39	101	140
21 Côte d'Or	380	779	1 159
22 Côtes d'Armor	229	902	1 131
23 Creuse	55	224	279
24 Dordogne	172	490	662
25 Doubs	207	827	1 034
26 Drome	167	590	757
27 Eure	327	974	1 301
28 Eure et loir	278	675	953
29 Finistère	433	1 624	2 057
30 Gard	511	823	1 334
31 Haute Garonne	427 (e)	1 092 (e)	1 519 (e)
32 Gers	69	216	285
33 Gironde	1 324	1 576	2 900
34 Hérault	413	1 565	1 978
35 Ille et Vilaine	505	1 477	1 982
36 Indre	98	373	471
37 Indre et Loire	212	952	1 164
38 Isère	546 (e)	1 146 (e)	1 692 (e)
39 Jura	129	461	590
40 Landes	422	531	953
41 Loir et Cher	120	415	535
42 Loire	236	958	1 194
43 Haute Loire	46	182	228
44 Loire Atlantique	394	1 273	1 667
45 Loiret	288	961	1 249
46 Lot	51	154	205
47 Lot et Garonne	73	276	349
48 Lozère	25	47	72
49 Maine et Loire	270	1 244	1 514
50 Manche	158	684	842
51 Marne	242	996	1 238
52 Haute Marne	47	479	526

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
53 Mayenne	160	454	614
54 Meurthe et Moselle	271	1 120	1 391
55 Meuse	60	549	609
56 Morbihan	216	719	935
57 Moselle	295	1 164	1 459
58 Nièvre	199	439	638
59 Nord	1 785	7 713	9 498
60 Oise	350	1 323	1 673
61 Orne	191	668	859
62 Pas de Calais	856	4 159	5 015
63 Puy de Dôme	264	560	824
64 Pyrénées Atlantiques	348	559	907
65 Hautes Pyrénées	110	299	409
66 Pyrénées Orientales	115	624	739
67 Bas Rhin	300	1 677	1 977
68 Haut Rhin	219	811	1 030
69 Rhône	533	1 518	2 051
70 Haute Saône	95	459	554
71 Saône et Loire	252	639	891
72 Sarthe	234	763	997
73 Savoie	230	595	825
74 Haute Savoie	200	685	885
75 Paris	1 771	2 658	4 429
76 Seine Maritime	676	2 271	2 947
77 Seine et Marne	480	1 850	2 330
78 Yvelines	467	1 455	1 922
79 Deux Sèvres	156	516	672
80 Somme	254	1 305	1 559
81 Tarn	245	484	729
82 Tarn et Garonne	104	177	281
83 Var	211	755	966
84 Vaucluse	198	613	811
85 Vendée	204	551	755
86 Vienne	294	704	998
87 Haute Vienne	142	489 (e)	631 (e)
88 Vosges	99	395	494
89 Yonne	187	749	936
90 Territoire de Belfort	33	204	237
91 Essonne	890	1 485	2 375
92 Hauts de Seine	933	1 570	2 503
93 Seine Saint Denis	1 224	2 252	3 476
94 Val de Marne	683	1 086	1 769
95 Val d'Oise	420	1 145	1 565
971 Guadeloupe	249	679	928
972 Martinique	335	655	990
973 Guyane	90	287	377
974 Réunion	439	1 518	1 957
TOTAL estimé France hors DOM	29 610	87 436	117 046
Estimation DOM	1 113	3 139	4 252
TOTAL estimé France entière	30 723	90 575	121 298

(e) valeur estimée

**Tableau 3 - Placements directs par le juge
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM**

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(*) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
1 Ain	39	61	0	100
2 Aisne	171	30	0	201
3 Allier	88	53	8	149
4 Alpes de Haute Provence	35	2	3	40
5 Hautes Alpes	6	0	1	7
6 Alpes Maritimes	268	148	9	425
7 Ardèche	15	1	3	19
8 Ardennes	99	15	20	134
9 Ariège	23	6	0	29
10 Aube	44	109	0	153
11 Aude	94	50	0	144
12 Aveyron	0	12	0	12
13 Bouches du Rhône	411	255	18	684
14 Calvados	79	238	2	319
15 Cantal	16	125	0	141
16 Charente	69	34	0	103
17 Charente Maritime	66	48	0	114
18 Cher	58	0	2	60
19 Corrèze	51	59	0	110
2A Corse du Sud	16	9	0	25
2B Haute Corse	25	0	0	25
21 Côte d'Or	57	254	0	311
22 Côtes d'Armor	50	8	0	58
23 Creuse	33	14	0	47
24 Dordogne	63	193	0	256
25 Doubs	61	72	24	157
26 Drome	21	52	16	89
27 Eure	129	70	0	199
28 Eure et loir	51	66	3	120
29 Finistère	131	68	0	199
30 Gard	57	149	1	207
31 Haute Garonne	174	316	0	490
32 Gers	33	18	0	51
33 Gironde	209	402	0	611
34 Hérault	174	75	0	249
35 Ille et Vilaine	104	174	28	306
36 Indre	12	52	1	65
37 Indre et Loire	69	33	0	102
38 Isère	346	322	0	668
39 Jura	48	12	1	61
40 Landes	20	100	0	120
41 Loir et Cher	24	68	0	92
42 Loire	155	375	0	530
43 Haute Loire	36	103	0	139
44 Loire Atlantique	171	455	5	631
45 Loiret	89	38	0	127
46 Lot	3	21	0	24
47 Lot et Garonne	41	321	3	365
48 Lozère	8	5	0	13
49 Maine et Loire	66	55	0	121
50 Manche	99	92	6	197
51 Marne	112	60	6	178
52 Haute Marne	27	9	0	36

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(*) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
53 Mayenne	14	2 (e)	0 (e)	16 (e)
54 Meurthe et Moselle	222	116	19	357
55 Meuse	45	21	0	66
56 Morbihan	58	221	0	279
57 Moselle	151	331	0	482
58 Nièvre	40	6	0	46
59 Nord	695	217	124	1 036
60 Oise	267	0	0	267
61 Orne	57	15	0	72
62 Pas de Calais	283	210	10	503
63 Puy de Dôme	82	163	2	247
64 Pyrénées Atlantiques	38	325	0	363
65 Hautes Pyrénées	20	0	0	20
66 Pyrénées Orientales	50	31	0	81
67 Bas Rhin	328	178	0	506
68 Haut Rhin	119	61	1	181
69 Rhône	194	602	0	796
70 Haute Saône	61	56	0	117
71 Saône et Loire	77	145	0	222
72 Sarthe	91	216	21	328
73 Savoie	29	65	0	94
74 Haute Savoie	46	29	9	84
75 Paris	252	273	2	527
76 Seine Maritime	244 (e)	299 (e)	11 (e)	554
77 Seine et Marne	239	121	0	360
78 Yvelines	167	94	0	261
79 Deux Sèvres	36	25	0	61
80 Somme	137	132	0	269
81 Tarn	101	44	0	145
82 Tarn et Garonne	47	127	5	179
83 Var	146	42	0	188
84 Vaucluse	174	135	0 (e)	309 (e)
85 Vendée	69	9	1	79
86 Vienne	0	37	20	57
87 Haute Vienne	48	163	0 (e)	211 (e)
88 Vosges	66	78	0	144
89 Yonne	97	32	0	129
90 Territoire de Belfort	27	13	0	40
91 Essonne	218	33	1	252
92 Hauts de Seine	198	317	3	518
93 Seine Saint Denis	390	330	63	783
94 Val de Marne	215	50	0	265
95 Val d'Oise	219	163	0	382
971 Guadeloupe	176	74	0	250
972 Martinique	182 (e)	1 (e)	0 (e)	183 (e)
973 Guyane	110	0	0	110
974 Réunion	303	79	168	550
TOTAL estimé France hors DOM	10 403	10 834	452	21 689
Estimation DOM	771	154	168	1 093
TOTAL estimé France entière	11 174	10 989	620	22 782

(*) Délégation d'autorité parentale

(e) valeur estimée

Tableau 4 - Enfants accueillis à l'ASE
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
1 Ain	883	100	983
2 Aisne	1 451	201	1 652
3 Allier	863	149	1 012
4 Alpes de Haute Provence	235	40	275
5 Hautes Alpes	113	7	120
6 Alpes Maritimes	1 049	425	1 474
7 Ardèche	387	19	406
8 Ardennes	777	134	911
9 Ariège	330	29	359
10 Aube	741	153	894
11 Aude	749	144	893
12 Aveyron	507	12	519
13 Bouches du Rhône	2 568	684	3 252
14 Calvados	1 857	319	2 176
15 Cantal	151	141	292
16 Charente	738	103	841
17 Charente Maritime	1 111	114	1 225
18 Cher	925	60	985
19 Corrèze	332	110	442
2A Corse du Sud	154	25	179
2B Haute Corse	140	25	165
21 Côte d'Or	1 159	311	1 470
22 Côtes d'Armor	1 131	58	1 189
23 Creuse	279	47	326
24 Dordogne	662	256	918
25 Doubs	1 034	157	1 191
26 Drome	757	89	846
27 Eure	1 301	199	1 500
28 Eure et loir	953	120	1 073
29 Finistère	2 057	199	2 256
30 Gard	1 334	207	1 541
31 Haute Garonne	1 519 (e)	490	2 009 (e)
32 Gers	285	51	336
33 Gironde	2 900	611	3 511
34 Hérault	1 978	249	2 227
35 Ille et Vilaine	1 982	306	2 288
36 Indre	471	65	536
37 Indre et Loire	1 164	102	1 266
38 Isère	1 692 (e)	668	2 360 (e)
39 Jura	590	61	651
40 Landes	953	120	1 073
41 Loir et Cher	535	92	627
42 Loire	1 194	530	1 724
43 Haute Loire	228	139	367
44 Loire Atlantique	1 667	631	2 298
45 Loiret	1 249	127	1 376
46 Lot	205	24	229
47 Lot et Garonne	349	365	714
48 Lozère	72	13	85
49 Maine et Loire	1 514	121	1 635
50 Manche	842	197	1 039
51 Marne	1 238	178	1 416
52 Haute Marne	526	36	562

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
53 Mayenne	614	16 (e)	630 (e)
54 Meurthe et Moselle	1 391	357	1 748
55 Meuse	609	66	675
56 Morbihan	935	279	1 214
57 Moselle	1 459	482	1 941
58 Nièvre	638	46	684
59 Nord	9 498	1 036	10 534
60 Oise	1 673	267	1 940
61 Orne	859	72	931
62 Pas de Calais	5 015	503	5 518
63 Puy de Dôme	824	247	1 071
64 Pyrénées Atlantiques	907	363	1 270
65 Hautes Pyrénées	409	20	429
66 Pyrénées Orientales	739	81	820
67 Bas Rhin	1 977	506	2 483
68 Haut Rhin	1 030	181	1 211
69 Rhône	2 051	796	2 847
70 Haute Saône	554	117	671
71 Saône et Loire	891	222	1 113
72 Sarthe	997	328	1 325
73 Savoie	825	94	919
74 Haute Savoie	885	84	969
75 Paris	4 429	527	4 956
76 Seine Maritime	2 947	554	3 501
77 Seine et Marne	2 330	360	2 690
78 Yvelines	1 922	261	2 183
79 Deux Sèvres	672	61	733
80 Somme	1 559	269	1 828
81 Tarn	729	145	874
82 Tarn et Garonne	281	179	460
83 Var	966	188	1 154
84 Vaucluse	811	309 (e)	1 120 (e)
85 Vendée	755	79	834
86 Vienne	998	57	1 055
87 Haute Vienne	631 (e)	211 (e)	842 (e)
88 Vosges	494	144	638
89 Yonne	936	129	1 065
90 Territoire de Belfort	237	40	277
91 Essonne	2 375	252	2 627
92 Hauts de Seine	2 503	518	3 021
93 Seine Saint Denis	3 476	783	4 259
94 Val de Marne	1 769	265	2 034
95 Val d'Oise	1 565	382	1 947
971 Guadeloupe	928	250	1 178
972 Martinique	990	183 (e)	1 173 (e)
973 Guyane	377	110	487
974 Réunion	1 957	550	2 507
TOTAL estimé France hors DOM	117 046	21 689	138 735
Estimation DOM	4 252	1 093	5 345
TOTAL estimé France entière	121 298	22 782	144 080

(e) valeur estimée

Tableau 5 - Actions éducatives
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
1 Ain	295	783	1 078
2 Aisne	545	1 253	1 798
3 Allier	133	592	725
4 Alpes de Haute Provence	171	276	447
5 Hautes Alpes	99	205	304
6 Alpes Maritimes	664	1 865	2 529
7 Ardèche	158	349	507
8 Ardennes	249 (e)	680	929 (e)
9 Ariège	124	302	426
10 Aube	156 (e)	391	547 (e)
11 Aude	368	655	1 023
12 Aveyron	176	381	557
13 Bouches du Rhône	249	3 479	3 728
14 Calvados	654	1 441	2 095
15 Cantal	100	433	533
16 Charente	191	239	430
17 Charente Maritime	157	576	733
18 Cher	136	409	545
19 Corrèze	197	457	654
2A Corse du Sud	154	212	366
2B Haute Corse	122	153	275
21 Côte d'Or	508	876	1 384
22 Côtes d'Armor	394	1 196	1 590
23 Creuse	280 (e)	279	559 (e)
24 Dordogne	143	581	724
25 Doubs	368	694	1 062
26 Drome	258	1 063	1 321
27 Eure	449	938	1 387
28 Eure et loir	179	910	1 089
29 Finistère	618	1 083	1 701
30 Gard	313	540	853
31 Haute Garonne	882	1 482	2 364
32 Gers	128	147	275
33 Gironde	1 746	2 098	3 844
34 Hérault	399	1 512	1 911
35 Ille et Vilaine	562	1 611	2 173
36 Indre	183	234	417
37 Indre et Loire	226	742	968
38 Isère	296	1 743	2 039
39 Jura	216	495	711
40 Landes	345	569	914
41 Loir et Cher	259	407	666
42 Loire	363	2 150	2 513
43 Haute Loire	85	399	484
44 Loire Atlantique	212	2 063	2 275
45 Loiret	240	798	1 038
46 Lot	158	272	430
47 Lot et Garonne	208	669	877
48 Lozère	50	90	140
49 Maine et Loire	169	887	1 056
50 Manche	423	757	1 180
51 Marne	48	894	942
52 Haute Marne	23	257	280

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
53 Mayenne	264	251	515
54 Meurthe et Moselle	453	1 598	2 051
55 Meuse	178	406	584
56 Morbihan	461	963	1 424
57 Moselle	146	1 459	1 605
58 Nièvre	95	324	419
59 Nord	660	8 556 (e)	9 216 (e)
60 Oise	130 (e)	1 270	1 400 (e)
61 Orne	288	718	1 006
62 Pas de Calais	228	2 909	3 137
63 Puy de Dôme	517	1 036	1 553
64 Pyrénées Atlantiques	208	1 670	1 878
65 Hautes Pyrénées	127 (e)	377 (e)	504 (e)
66 Pyrénées Orientales	303	572	875
67 Bas Rhin	600	1 180	1 780
68 Haut Rhin	331	1 742	2 073
69 Rhône	1 663	2 864	4 527
70 Haute Saône	416	687	1 103
71 Saône et Loire	290	561	851
72 Sarthe	157	829	986
73 Savoie	93	516	609
74 Haute Savoie	292	693	985
75 Paris	1 393	3 006	4 399
76 Seine Maritime	1 133	2 529	3 662
77 Seine et Marne	772	1 647	2 419
78 Yvelines	894	1 213	2 107
79 Deux Sèvres	121	298	419
80 Somme	318	1 436	1 754
81 Tarn	153	521	674
82 Tarn et Garonne	231	222	453
83 Var	487	1 282	1 769
84 Vaucluse	127	721	848
85 Vendée	530	517	1 047
86 Vienne	51	305	356
87 Haute Vienne	109	487	596
88 Vosges	413	829	1 242
89 Yonne	235	665	900
90 Territoire de Belfort	73	249	322
91 Essonne	1 294	1 478	2 772
92 Hauts de Seine	1 252	2 098	3 350
93 Seine Saint Denis	549	2 933	3 482
94 Val de Marne	257	1 038	1 295
95 Val d'Oise	214	1 345	1 559
971 Guadeloupe	783	599	1 382
972 Martinique	195	209	404
973 Guyane	100	346 (e)	446 (e)
974 Réunion	956	1 458	2 414
TOTAL estimé France hors DOM	34 335	99 567	133 902
Estimation DOM	2 034	2 612	4 646
TOTAL estimé France entière	36 369	102 179	138 548

(e) valeur estimée

**Tableau 6 - Modes d'hébergement des enfants confiés à l'ASE
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM**

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
1 Ain	435	392	33	23	883
2 Aisne	1 053	251	101	46	1 451
3 Allier	707	125	29	2	863
4 Alpes de Haute Provence	150 (e)	82 (e)	0 (e)	3 (e)	235
5 Hautes Alpes	49	51	12	1	113
6 Alpes Maritimes	434	531	70	14	1 049
7 Ardèche	273 (e)	114 (e)	0 (e)	0 (e)	387
8 Ardennes	597 (e)	141 (e)	33 (e)	6 (e)	777
9 Ariège	280	50	0	0	330
10 Aube	325	363	14	39	741
11 Aude	454	230	32	33	749
12 Aveyron	365	130	12	0	507
13 Bouches du Rhône	928	1 474	109	57	2 568
14 Calvados	1 148	473	184	52	1 857
15 Cantal	123	28	0	0	151
16 Charente	463	234	0	41	738
17 Charente Maritime	785	235	89	2	1 111
18 Cher	654	203	40	28	925
19 Corrèze	262	46	20	4	332
2A Corse du Sud	136	18	0	0	154
2B Haute Corse	59	81	0	0	140
21 Côte d'Or	700	404	11	44	1 159
22 Côtes d'Armor	880	229	7	15	1 131
23 Creuse	222	30	27	0	279
24 Dordogne	476	146	0	40	662
25 Doubs	679	277	59	19	1 034
26 Drome	447	204	101	5	757
27 Eure	689	591	19	2	1 301
28 Eure et loir	394	527	24	8	953
29 Finistère	1 267	432	153	205	2 057
30 Gard	655	651	14	14	1 334
31 Haute Garonne	683 (e)	764 (e)	33 (e)	39 (e)	1 519 (e)
32 Gers	181	101	0	3	285
33 Gironde	1 539	1 361	0	0	2 900
34 Hérault	1 300	550	18	110	1 978
35 Ille et Vilaine	1 408 (e)	513 (e)	21 (e)	40 (e)	1 982
36 Indre	334	130	0	7	471
37 Indre et Loire	642	478	30	14	1 164
38 Isère	775	899	0	18	1 692 (e)
39 Jura	292	235	23	40	590
40 Landes	687	213	44	9	953
41 Loir et Cher	348	167	11	9	535
42 Loire	530	498	52	114	1 194
43 Haute Loire	140	83	0	5	228
44 Loire Atlantique	844	717	5	101	1 667
45 Loiret	724 (e)	512 (e)	13 (e)	0 (e)	1 249
46 Lot	137	53	11	4	205
47 Lot et Garonne	189	155	1	4	349
48 Lozère	29	35	3	5	72
49 Maine et Loire	747	700	15	52	1 514
50 Manche	526	248	1	67	842
51 Marne	760	431	8	39	1 238
52 Haute Marne	425	95	5	1	526

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
53 Mayenne	450	154	0	10	614
54 Meurthe et Moselle	647	409	85	250	1 391
55 Meuse	432	167	6	4	609
56 Morbihan	732	104	15	84	935
57 Moselle	747	631	66	15	1 459
58 Nièvre	434 (e)	172 (e)	32 (e)	0 (e)	638
59 Nord	5 294	3 639	113	452	9 498
60 Oise	598	1 075	0	0	1 673
61 Orne	664	135	45	15	859
62 Pas de Calais	3 279	1 396	261	79	5 015
63 Puy de Dôme	511	271	24	18	824
64 Pyrénées Atlantiques	623	270	13	1	907
65 Hautes Pyrénées	267 (e)	117 (e)	0 (e)	25 (e)	409
66 Pyrénées Orientales	479	247	0	13	739
67 Bas Rhin	746	1 165	19	47	1 977
68 Haut Rhin	327	681	7	15	1 030
69 Rhône	825 (e)	1 042 (e)	0 (e)	184 (e)	2 051
70 Haute Saône	247	267	36	4	554
71 Saône et Loire	501	345	18	27	891
72 Sarthe	649	332	12	4	997
73 Savoie	458	311	0	56	825
74 Haute Savoie	288	534	18	45	885
75 Paris	1 869	1 871	455	234	4 429
76 Seine Maritime	1 540	1 236	28	143	2 947
77 Seine et Marne	1 082	1 122	0	126	2 330
78 Yvelines	624	1 292	6	0	1 922
79 Deux Sèvres	403	198	0	71	672
80 Somme	1 001	437	121	0	1 559
81 Tarn	399 (e)	277 (e)	39 (e)	14 (e)	729
82 Tarn et Garonne	221	48	6	6	281
83 Var	419	499	22	26	966
84 Vaucluse	422	353	7	29	811
85 Vendée	563	150	40	2	755
86 Vienne	598	270	104	26	998
87 Haute Vienne	348 (e)	240 (e)	18 (e)	25 (e)	631 (e)
88 Vosges	291	176	17	10	494
89 Yonne	532	351	17	36	936
90 Territoire de Belfort	132	43	0	62	237
91 Essonne	933	905	127	410	2 375
92 Hauts de Seine	926	1 130	211	236	2 503
93 Seine Saint Denis	1 588	1 000	392	496	3 476
94 Val de Marne	973 (e)	672 (e)	53 (e)	71 (e)	1 769
95 Val d'Oise	861 (e)	595 (e)	47 (e)	62 (e)	1 565
971 Guadeloupe	758	152	0	18	928
972 Martinique	537	428	16	9	990
973 Guyane	260	117	0	0	377
974 Réunion	1 507	366	0	84	1 957
TOTAL estimé France hors DOM	64 252	44 010	3 967	4 817	117 046
Estimation DOM	3 062	1 063	16	111	4 252
TOTAL estimé France entière	67 314	45 073	3 983	4 928	121 298

(e) valeur estimée

**Tableau 7 - Répartition des enfants placés en établissements
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM**

Départements	Établissement d'éducation spéciale	MECS (*)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère social	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
1 Ain	0	392	0	0	0	0	392
2 Aisne	21	150	67	4	9	0	251
3 Allier	4	87	31	1	2	0	125
4 Alpes de Hte Prov.	1 (e)	73 (e)	0 (e)	1 (e)	0 (e)	7 (e)	82 (e)
5 Hautes Alpes	0	51	0	0	0	0	51
6 Alpes Maritimes	18	296	144	52	11	10	531
7 Ardèche	0 (e)	114 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)	114 (e)
8 Ardennes	7 (e)	72 (e)	54 (e)	3 (e)	3 (e)	2 (e)	141 (e)
9 Ariège	0	44	0	0	0	6	50
10 Aube	40	181	122	0	4	16	363
11 Aude	12	164	25	0	3	26	230
12 Aveyron	10	82	21	0	7	10	130
13 Bouches du Rhône	41	1 228	132	15	20	38	1 474
14 Calvados	85	264	46	34	0	44	473
15 Cantal	0	26	0	0	0	2	28
16 Charente	19 (e)	156 (e)	50 (e)	0 (e)	0 (e)	9 (e)	234
17 Charente Maritime	13 (e)	152 (e)	45 (e)	0 (e)	8 (e)	17 (e)	235
18 Cher	14	99	75	7	4	4	203
19 Corrèze	1	32	8	0	1	4	46
2A Corse du Sud	0	13	0	0	0	5	18
2B Haute Corse	0 (e)	73 (e)	0 (e)	6 (e)	0 (e)	2 (e)	81
21 Côte d'Or	12	318	54	7	5	8	404
22 Côtes d'Armor	19	128	59	4	19	0	229
23 Creuse	5	13	7	0	1	4	30
24 Dordogne	2	91	27	2	4	20	146
25 Doubs	15	162	86	0	5	9	277
26 Drome	1	123	41 (e)	0	0	39	204
27 Eure	46	545	0	0	0	0	591
28 Eure et loir	6	397	72	25	2	25	527
29 Finistère	0	276	116	0	18	22	432
30 Gard	4	552	82	7	0	6	651
31 Haute Garonne	53	535 (e)	96	28	10	42	764 (e)
32 Gers	11	83	0	6	0	1	101
33 Gironde	0	1 361	0	0	0	0	1 361
34 Hérault	22	404	66	0	2	56	550
35 Ille et Vilaine	31 (e)	343 (e)	87 (e)	15 (e)	10 (e)	27 (e)	513 (e)
36 Indre	21	80	21	7	0	1	130
37 Indre et Loire	22	362	92	0	0	2	478
38 Isère	48	744 (e)	0	49	0	58	899
39 Jura	35	179	0	11	0	10	235
40 Landes	8	129	37	0	2	37	213
41 Loir et Cher	19	136	9	0	1	2	167
42 Loire	4	318	67	55	11	43	498
43 Haute Loire	7	45	23	0	0	8	83
44 Loire Atlantique	34 (e)	450 (e)	81 (e)	75 (e)	8 (e)	69 (e)	717
45 Loiret	4 (e)	436 (e)	45 (e)	4 (e)	5 (e)	18 (e)	512 (e)
46 Lot	0	40	10	0	0	3	53
47 Lot et Garonne	0	104	43	0	5	3	155
48 Lozère	0	24	0	0	11	0	35
49 Maine et Loire	82	466	61	42	16	33	700
50 Manche	24	120	92	0	5	7	248
51 Marne	52	274	103	0	0	2	431
52 Haute Marne	0	73	13	3	4	2	95

Départements	Etablissement d'éducation spéciale	MECS (*)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère social	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
53 Mayenne	5	104	26	0	0	19	154
54 Meurthe et Moselle	7	304	69	0	0	29	409
55 Meuse	0	87	40	13	14	13	167
56 Morbihan	6	71	26	0	1	0	104
57 Moselle	68	220	228	77	27	11	631
58 Nièvre	3 (e)	88 (e)	72 (e)	7 (e)	1 (e)	1 (e)	172 (e)
59 Nord	261	2 479	766	47	53	33	3 639
60 Oise	NR	896	103	76	0	0	1 075
61 Orne	16	72	26	0	2	19	135
62 Pas de Calais	146	1 040	209	0	0	1	1 396
63 Puy de Dôme	9	204	44	0	7	7	271
64 Pyrénées Atlantiques	5	246	10	3	5	1	270
65 Hautes Pyrénées	5 (e)	84 (e)	9 (e)	15 (e)	0 (e)	4 (e)	117 (e)
66 Pyrénées Orientales	7	99	96	16	2	27	247
67 Bas Rhin	57	874	121	42	0	71	1 165
68 Haut Rhin	46	520	31	52	10	22	681
69 Rhône	14	875 (e)	130	0 (e)	0 (e)	23	1 042 (e)
70 Haute Saône	16	204	35	0	0	12	267
71 Saône et Loire	6	236	92	0	4	7	345
72 Sarthe	0	332	0	0	0	0	332
73 Savoie	0	306	1	0	0	4	311
74 Haute Savoie	10	495	0	22	6	1	534
75 Paris	159	991	304	131	57	229	1 871
76 Seine Maritime	74 (e)	828 (e)	211 (e)	37 (e)	25 (e)	61 (e)	1 236
77 Seine et Marne	67 (e)	752 (e)	191 (e)	34 (e)	22 (e)	56 (e)	1 122
78 Yvelines	20	1 096	60	30	6	80	1 292
79 Deux Sèvres	7	88	48	0	2	53	198
80 Somme	95	184	105	19	32	2	437
81 Tarn	80 (e)	132 (e)	41 (e)	0 (e)	0 (e)	24 (e)	277 (e)
82 Tarn et Garonne	2	31	7	0	2	6	48
83 Var	13	333	85	17	19	32	499
84 Vaucluse	16	215	47	0	0	75	353
85 Vendée	8	60	37	11	3	31	150
86 Vienne	6	165	39	17	5	38	270
87 Haute Vienne	15 (e)	160 (e)	41 (e)	7 (e)	5 (e)	12 (e)	240 (e)
88 Vosges	5	107	46	8	4	6	176
89 Yonne	7	266 (e)	44	8	8	18	351
90 Territoire de Belfort	0	33	6	3	1	0	43
91 Essonne	44	608	38	22	15	178	905
92 Hauts de Seine	44	777 (e)	90	69	48	102	1 130
93 Seine Saint Denis	27	590	264	5	35	79	1 000
94 Val de Marne	40 (e)	450 (e)	115 (e)	20 (e)	13 (e)	34 (e)	672 (e)
95 Val d'Oise	35 (e)	399 (e)	101 (e)	19 (e)	11 (e)	30 (e)	595 (e)
971 Guadeloupe	3	28	70	8	7	36	152
972 Martinique	0	288	77	34	13	16	428
973 Guyane	1	115	0	0	1	0	117
974 Réunion	42	202	82	36	3	1	366
TOTAL France hors DOM	2 324	31 161	6 364	1 290	661	2 210	44 010
Estimation DOM	46	633	229	78	24	53	1 063
TOTAL France entière	2 370	31 794	6 593	1 368	685	2 263	45 073

(*) Maison d'enfants à caractère social

(e) valeur estimée

**Tableau 8 - Répartition par âge des enfants confiés à l'ASE
Bénéficiaires au 31 décembre 2005 - France métropolitaine et DOM**

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
1 Ain	163	205	282	103	130	883
2 Aisne	215	325	508	263	140	1 451
3 Allier	129 (e)	190 (e)	285 (e)	147 (e)	112 (e)	863
4 Alpes de Hte Prov.	31	53	71	51	29	235
5 Hautes Alpes	15	17	38	18	25	113
6 Alpes Maritimes	178	239	320	167	145	1 049
7 Ardèche	58 (e)	85 (e)	128 (e)	66 (e)	50 (e)	387
8 Ardennes	125 (e)	165 (e)	277 (e)	134 (e)	76 (e)	777
9 Ariège	49	81	139	50	11	330
10 Aube	115	164	233	123	106	741
11 Aude	133	192	227	105	92	749
12 Aveyron	86	161	146	55	59	507
13 Bouches du Rhône	380	540	754	461	433	2 568
14 Calvados	234	452	622	301	248	1 857
15 Cantal	25	43	43	26	14	151
16 Charente	84	173	252	117	112	738
17 Charente Maritime	131	260	362	203	155	1 111
18 Cher	173	230	282	141	99	925
19 Corrèze	50 (e)	73 (e)	110 (e)	56 (e)	43 (e)	332
2A Corse du Sud	31	36	48	27	12	154
2B Haute Corse	16	26	49	24	25	140
21 Côte d'Or	183	263	387	204	122	1 159
22 Côtes d'Armor	176 (e)	265 (e)	367 (e)	187 (e)	135 (e)	1 131
23 Creuse	25	55	95	53	51	279
24 Dordogne	121	150	194	119	78	662
25 Doubs	184	244	308	161	137	1 034
26 Drome	145	165	237	104	106	757
27 Eure	192 (e)	298 (e)	458 (e)	249 (e)	104 (e)	1 301
28 Eure et loir	127	193	348	170	115	953
29 Finistère	288	431	649	331	358	2 057
30 Gard	216	347	460	164	147	1 334
31 Haute Garonne	263	339	500	291	126	1 519 (e)
32 Gers	41	79	87	40	38	285
33 Gironde	375 (e)	647 (e)	1 009 (e)	539 (e)	330 (e)	2 900
34 Hérault	312	407	693	369	197	1 978
35 Ille et Vilaine	278	410	615	372	307	1 982
36 Indre	78	128	155	83	27	471
37 Indre et Loire	175 (e)	256 (e)	384 (e)	198 (e)	151 (e)	1 164
38 Isère	254 (e)	372 (e)	558 (e)	288 (e)	220 (e)	1 692 (e)
39 Jura	84	136	199	85	86	590
40 Landes	166	220	293	130	144	953
41 Loir et Cher	41	104	196	108	86	535
42 Loire	209	296	356	169	164	1 194
43 Haute Loire	59	50	64	28	27	228
44 Loire Atlantique	225	387	533	236	286	1 667
45 Loiret	177	278	399	209	186	1 249
46 Lot	33	48	66	35	23	205
47 Lot et Garonne	51	74	132	52	40	349
48 Lozère	9	22	28	9	4	72
49 Maine et Loire	244	375	512	218	165	1 514
50 Manche	144	206	302	108	82	842
51 Marne	186 (e)	272 (e)	409 (e)	210 (e)	161 (e)	1 238
52 Haute Marne	95	159	170	68	34	526

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
53 Mayenne	85 (e)	163 (e)	233 (e)	83 (e)	50 (e)	614
54 Meurthe et Moselle	232	323	412	245	179	1 391
55 Meuse	73	182	217	86	51	609
56 Morbihan	133	192	332	152	126	935
57 Moselle	250	296	446	237	230	1 459
58 Nièvre	114 (e)	141 (e)	205 (e)	91 (e)	87 (e)	638
59 Nord	1 585	2 350	2 889	1 416	1 258	9 498
60 Oise	225	354	553	276	265	1 673
61 Orne	114	220	305	139	81	859
62 Pas de Calais	818	1 286	1 660	740	511	5 015
63 Puy de Dôme	135	177	251	114	147	824
64 Pyrénées Atlantiques	189	225	235	129	129	907
65 Hautes Pyrénées	82 (e)	56 (e)	112 (e)	82 (e)	77 (e)	409
66 Pyrénées Orientales	140	197	249	105	48	739
67 Bas Rhin	336 (e)	536 (e)	622 (e)	311 (e)	173 (e)	1 977
68 Haut Rhin	176	270	334	213	37	1 030
69 Rhône	403 (e)	448 (e)	606 (e)	391 (e)	203 (e)	2 051
70 Haute Saône	84	151	177	72	70	554
71 Saône et Loire	150	212	311	138	80	891
72 Sarthe	130	254	356	153	104	997
73 Savoie	120	186	262	177	80	825
74 Haute Savoie	132	183	282	177	111	885
75 Paris	558	620	1 212	942	1 097	4 429
76 Seine Maritime	427	612	923	490	495	2 947
77 Seine et Marne	361	529	779	371	290	2 330
78 Yvelines	293	411	658	305	255	1 922
79 Deux Sèvres	102	148	185	116	121	672
80 Somme	179	329	524	330	197	1 559
81 Tarn	99	165	223	102	140	729
82 Tarn et Garonne	53	63	77	45	43	281
83 Var	160	184	329	183	110	966
84 Vaucluse	104	189	243	119	156	811
85 Vendée	87	180	247	121	120	755
86 Vienne	151 (e)	237 (e)	314 (e)	136 (e)	160 (e)	998
87 Haute Vienne	95 (e)	139 (e)	208 (e)	107 (e)	82 (e)	631 (e)
88 Vosges	75	118	192	65	44	494
89 Yonne	141	229	302	144	120	936
90 Territoire de Belfort	38	54	84	43	18	237
91 Essonne	303	409	703	354	606	2 375
92 Hauts de Seine	295 (e)	451 (e)	859 (e)	485 (e)	412 (e)	2 503
93 Seine Saint Denis	455	577	933	636	875	3 476
94 Val de Marne	194 (e)	287 (e)	537 (e)	320 (e)	432 (e)	1 769
95 Val d'Oise	218 (e)	334 (e)	491 (e)	302 (e)	220 (e)	1 565
971 Guadeloupe	140	222	298	120	148	928
972 Martinique	178 (e)	236 (e)	368 (e)	121 (e)	86 (e)	990
973 Guyane	73 (e)	78 (e)	115 (e)	84 (e)	27 (e)	377
974 Réunion	246	427	672	317	295	1 957
TOTAL France hors DOM	17 671	26 054	37 409	19 467	16 444	117 046
Estimation DOM	637	963	1 453	642	556	4 252
Total France entière	18 309	27 018	38 862	20 109	17 000	121 298

(e) valeur estimée